

Bruxelles. — Imprimerie de A. N. Lebègue et C^e, 6 rue Terrarcken.



RÉVOLUTION

PLÉBÉIENNE

G. P. ...

LETTRES A JUNIUS



Après Attila, Spartacus!

8 - OCT. 2019

15 JUN. 1973

BRUXELLES

CHEZ A. N. LEBÈGUE ET COMPAGNIE
OFFICE DE PUBLICITÉ
46, RUE DE LA MADELEINE, 46.

LONDRES

CHEZ E. RASCOL,
4, Bridges street, Covent Garden

JUN 1871

✓
38.930

✓
BIBLIOTECA IN T. PED
PEDAGOGICĂ ȘI ÎNȘIȚĂRI
Iy - M. ...

PRÉFACE.



Deux cruelles déceptions viennent de frapper les penseurs et les publicistes. Ils avaient rêvé deux choses. Premièrement, qu'en raison du mouvement prononcé de civilisation dans lequel était entrée l'Europe, des intérêts de premier ordre de l'industrie et du commerce qui dominent les calculs et les ambitions dynastiques, de la fusion perpétuelle de la grande famille occidentale, placée pour des siècles à la tête de la famille humaine, cette horrible chose, qui s'appelle la guerre, prendrait fin parmi nous. Le dernier bris de chair, dans l'Europe moderne, devait s'appeler Sadowa. Secondement, que les questions sociales et intimes au sein de chaque peuple, véritables querelles de ménage, se videraient en famille, sous le doux soleil de la civi-

lisation, par cette grande trituration des idées humaines que fait le journalisme, et par le procédé si logique du bulletin électoral, qui appelle, dans les assemblées souveraines, l'élite des esprits pratiques d'un peuple, et soumet ainsi à la plus forte et à la plus rationnelle des épreuves les idées qui se font jour et qui demandent à entrer dans le domaine des faits.

Ce n'était qu'un rêve. Penseurs et écrivains, retournez silencieux et vaineux à vos études ! Vous aviez compté sur la raison grandie du monde occidental. Il vient de vous donner la triste preuve qu'il ne vit que de passions, ni plus ni moins que les siècles d'effervescence et de jeunesse brutale, appelés le moyen âge, ou les civilisations à peine ébauchées encore, appelées la barbarie.

Une formidable guerre, provoquée par une inexplicable aberration, et soutenue avec une incapacité inouïe, a ensanglanté la France et troublé les intérêts de l'Europe. La nation sans laquelle il était de droit que rien ne se fit dans le monde, est devenue, comme l'Autriche, une nation de second rang ; et, à l'heure présente, le lourd talon du Teuton vainqueur pèse encore sur la poitrine de la France, afin que, après avoir largement fait couler son sang, il puisse faire sortir, par la même plaie béante, le peu d'or qui a été l'épargne de soixante années de paix. La guerre, plus cruelle en raison de la puissance que lui ont donnée les perfectionnements de la mécanique moderne et la ra-

pidité de locomotion par la vapeur, qui a changé toute la tactique des batailles, a donc repris possession du sol européen. Nous revenons à Crécy et à Azincourt.

Et, cependant, ce n'est pas là la plus grande douleur des hommes de la science historique, qui avaient cru au progrès dans l'humanité par les moyens pacifiques. Ils s'attendaient à voir disparaître les guerres comme un dernier reste de barbarie. Ils avaient entendu fredonner au peuple de Paris, dans ses ateliers :

« Que désormais la paix universelle
Remplace les trophées sanglants !
Peuples amis, amis, plus de frontières, etc. »

La science, l'instinct des masses étaient d'accord. Eh bien ! ils s'étaient trompés ; voilà tout. L'Europe veut encore boire du sang ; qu'elle en boive ! Mais ce qui les épouvante, c'est l'horrible guerre sociale qui délaisse les procédés de la discussion amicale et fraternelle, pour prendre toutes les proportions d'une guerre plus horrible encore que celle d'un peuple puissant et brutal contre un peuple au patriotisme énervé, qui l'a provoqué follement. Là est la profonde désillusion.

J'avais partagé ces deux grandes espérances ; et je dois accepter la leçon humiliante que les événements nous ont faite.

Je n'ai pas à m'occuper de l'invasion de 1870. C'est notre faute. L'événement est déjà entré en plein dans l'histoire. Il n'y a plus qu'à achever de rendre gorge, du côté de la France, et de trouver les millions libéra-

teurs. La Rome de la décadence faisait ainsi, tous les dix ans, avec les Barbares du Nord, jusqu'au jour où Attila et Genséric couvrirent de ruines l'ancien monde, du Danube aux pieds de l'Atlas. Quand un pays a perdu le patriotisme qui apprend à se défendre, il lui faut chercher, dans sa bourse, ce qui paie le déshonneur. Nous en sommes là.

Pourtant ce pays inspire encore quelque pitié. On lui tient compte de ses efforts, à défaut de victoires. On plaide pour lui, les circonstances atténuantes ; et cela semble juste. En face d'un million d'hommes splendidement munis d'engins de guerre, et sachant les manier avec justesse et sang-froid, il n'a pas été facile d'organiser la résistance au sein d'un peuple incapable d'éprouver les saintes fureurs du désespoir.

Mais ce qui ne se pardonne plus, ce qui tue toute pitié et jette la pensée dans un amer dédain, c'est de voir ce même peuple manquer de six mois de patience, et ne pas attendre, pour vider ses tristes querelles intestines, que son sol ne fût plus souillé par la présence de l'étranger. Comprend-on, en Europe, les Prussiens à Saint-Denis, une soixantaine de fous en pleine orgie à l'Hôtel-de-Ville, et le gouvernement de Versailles lançant des bombes sur l'arc de triomphe de l'Étoile, du haut du Mont-Valérien ?

Les hommes de la Commune, c'est le nom qu'ils ont choisi, nous ont imposé cette honte et se sont souillés de ce crime. Il y a eu là une aberration formidable, un

manque de sens et de tact français, dont on rougit pour la grande cité reine qui n'a pas su élever la voix et dire à ses inspirateurs impatients : L'heure n'est pas venue. Laissons aux soldats leurs mitrailleuses. Remettons-nous aux œuvres de la paix !

Pourquoi cette faute capitale ? Ah ! c'est que les collectivités humaines ont leurs heures de colères irréflechies et de furieux emportements.

On jugera, j'espère, par les lignes qu'on vient de lire, que je n'eusse pas conseillé le mouvement du 18 mars. J'ai peu de sympathies pour les singuliers économistes qui dépensent de si mauvais français à la Commune et dans les clubs parisiens. Quelque longue que soit la saturnale, elle ne peut être pour moi qu'une saturnale, c'est-à-dire une représentation carnavalesque, une féerie infernale et lugubre, où des plagiaires aux mesquines proportions croient ressusciter les figures terribles qui s'appelèrent Marat, Robespierre, Danton, Collot-d'Herbois.

Cependant, il y a autre chose dans ce drame odieux et coupable. Quelques centaines d'hommes peuvent être pris d'une hallucination de terrorisme. Quelques milliers d'hommes peuvent jouer leur vie, par un mobile d'orgueil, dans la folle espérance de soulever tout un peuple et d'en être les dictateurs suprêmes, ne fût-ce que pour quelques semaines. Mais jamais les masses ne s'ébranlent que pour une idée, réalisable ou non, qui leur paraît rigoureusement juste. On com-

prend les bandits, les repris de justice, et ces dépravés des grandes villes, qui, n'ayant rien à perdre, acceptent brutalement les hasards d'une insurrection. On comprend même des enthousiastes, des idéalistes manquant de coup d'œil, qui croient qu'on décrète les institutions d'un peuple, et qu'on le change socialement, à coups de fusil. Je fais la part de toutes les illusions, de toutes les extravagances dont est capable le cerveau humain. Mais cela seul ne m'explique rien.

Deux idées sont visibles dans le mouvement du 18 mars : l'insurrection elle-même, c'est-à-dire la prise d'armes criminelle, et la révolution dont cette insurrection ne peut être qu'une scène isolée. Beaucoup d'esprits, même très-cultivés, s'arrêtant à la surface, ne voient que la honte et la faute capitale de l'insurrection. Ils ne comprennent rien à la révolution que le mouvement plébéien couvré, et qui explique ce mouvement.

Ce sont deux faits connexes. La révolution est dans les idées. Elle travaille les masses en France, surtout à Paris, qui est en avance d'un siècle sur la province. La révolution a ses principes, ses développements, son objectif. L'insurrection parisienne tient à la révolution, comme un incident. Le peuple, s'il eût eu un peu de vergogne, aurait eu honte de la faire en présence des moqueries de la soldatesque allemande. L'Assemblée l'a malheureusement provoquée par une inhabileté gouvernementale qu'on ne connaissait jusque-là que

dans les gouvernements exclusivement personnels où le maître impose sa volonté à des esclaves, mais dont on n'avait pas soupçonné une réunion de Français, qui ne se serait pas formée, par un hasard étrange, des incapacités politiques de tous nos régimes.

L'insurrection pouvait n'avoir pas lieu. Ce sera une véritable tache sur Paris, mais une accusation cruelle sur l'affaissement politique de la France, qui n'a pas vu que les rancunes provinciales, le choix réactionnaire de ses représentants, menaient directement à la guerre civile. Mais la révolution n'en existerait pas moins. C'est celle-là qui a des proportions autrement colossales que le coup de tête des *trente-soutiers* de Belleville, dont auront facilement raison les forces militaires dont dispose l'Assemblée de Versailles. Cette révolution, suivant sa marche formidable, irrésistible, avec le développement du *quatrième-état*, la classe ouvrière, est le grand événement de la fin de ce siècle. Elle pourra avoir son éclosion plénière vers 1889, comme la révolution bourgeoise a eu, en 1789, son mouvement et ses fureurs. Celle-là, les mitrailleuses ne peuvent l'atteindre : on ne la bombarde pas ; elle ne peut pas être prise entre deux barricades, comme les héroïques fous qui vont se faire tuer inutilement par des troupes nombreuses et aguerries.

L'insurrection est un horrible coup de tête de la jeune population ouvrière de Paris. La révolution est la résultante historique des forces en lutte au sein des

classes dont se compose la société française. Je donne une médiocre valeur à l'insurrection parisienne. Ce sont quelques coups d'archet discordants avant un concert monstre. Je regarde comme le grand événement de ce siècle la révolution plébéienne qui vient de se placer sur le programme de l'activité contemporaine. Mes lecteurs savent, autant que moi, qu'elle a un caractère que n'eut pas le grand mouvement de 1789, qu'elle est cosmopolite, internationale, européenne. Elle n'entamera pas, de deux siècles, le colosse moscovite. L'élément slave est tenu en réserve par la Providence. Mais son œuvre se fera avec la logique implacable qui mène les événements de l'histoire, et que des écrivains n'ont pas craint d'appeler fatale.

C'est cette révolution, à laquelle je donne le nom de plébéienne, que j'étudie dans ce livre et dont je recherche les causes.

En voici historiquement la genèse.

Les classes éduquées, privilégiées, directrices, en favorisant, depuis le xvi^e siècle, le mouvement de la civilisation moderne qui a remplacé l'immobilité sociale du moyen âge, ont fait dans le monde une grande révolution pacifique. La bourgeoisie française a fait, de 1789 à 1793, une révolution violente pour se substituer aux deux classes directrices, la noblesse et le clergé. Elle a pris pour elle les grands bénéfices de cette révolution, au point de devenir aristocratie à son tour. Mais ces deux révolutions, dont l'une ren-

versait le moyen âge, dont l'autre mettait fin à l'ancien régime, ont imposé à la classe directrice de grands, de terribles devoirs.

Les masses plébéiennes sont une immense famille mineure qui tend logiquement à son émancipation. La classe directrice en avait la tutelle. Elle devait prévoir le moment où l'adolescence plébéienne aurait des fougues terribles, et chercherait violemment à se substituer à ce tiers-état qui, avant 1789, n'était rien, et qui a voulu être tout. C'est le mot fameux de Siéyès.

Ce moment fatal n'a pas été prévu. Rien n'a été fait, pas même pour donner légalement aux bouges infects où parque la plèbe, les mètres carrés d'espace que la science exige rigoureusement pour qu'une famille ne soit pas asphyxiée durant la nuit. Nous avons abandonné le peuple à l'oubli de Dieu, à la vie grossière et brutale. Nous avons provoqué ses ardentes convoitises par le spectacle incessant d'une vie de plaisir, qui rappelle la Rome de la décadence. Les démarcations entre l'ouvrier et l'homme de la classe parvenue ont été plus tranchées que celles qui blessaient tant les bourgeois de l'ancien régime, de la part de la noblesse.

Les conséquences de ces faits apparaissent dans toute leur force.

Si nous n'avons rien fait, depuis quatre-vingts ans, pour préparer l'heure terrible où cette force colossale se déchaînerait dans le monde, si nous avons laissé la

plèbe développer ses instincts furieux et pleins de haine contre le patriciat moderne, ayons la sagesse de reconnaître notre erreur, de nous mettre, s'il peut encore en être temps, à la noble tâche moralisatrice du peuple par les principes religieux et surtout par l'exemple. Que la cruelle leçon donnée par les soulevés de l'Hôtel-de-Ville nous profite et, par contre, à l'humanité!

On le remarquera, je ne suis, dans ce livre, qu'un observateur, laissant de côté la politique de tel ou de tel parti, mais examinant les choses d'un peu haut, qui a vu avec une douleur profonde, depuis quarante ans, s'accumuler les nuages qui se changent, à l'heure présente, en tempête. Seulement, ceux qui accumulaient ces nuages, c'étaient les hommes qui, par leur position sociale, leur éducation, la magistrature naturelle qui leur était donnée sur des classes aussi grossières, devaient prévoir l'avenir, et s'éviter à eux-mêmes, comme à ce misérable peuple, les commotions sanglantes et honteuses, dont nous avons, tous, tant à souffrir.

Londres, le 1^{er} mai 1871.

LETTRE PREMIÈRE

Le drapeau rouge à Hyde-Park. — Ovation faite par les ouvriers de Londres à la Commune de Paris. — Seraient-ce les actes de folie brutale de la révolution parisienne que les ouvriers anglais applaudissent? — Cause apparente du soulèvement plébéien. — Double colère de Paris devant les maladresses gouvernementales de l'Assemblée. — Immense escamotage préparé. — Paris soupçonné de vouloir manger les représentants ruraux. — Véritable cause du soulèvement.

Londres; le 18 avril 1871

Cher Junius,

En arrivant à Londres, je trouve dans toutes les mains votre admirable livre. Je n'en avais pas lu dix pages que je vous avais deviné complètement. Vous êtes parmi les intuitifs. Vous vous êtes servi d'une science que vous portez très-loin, l'art de lire les âmes à travers l'enveloppe physique. J'ai admiré, comme des photographies d'une psychologie délicate, les portraits que vous avez tracés de Napoléon III, de Guil-

laume, d'Augusta, de leur fils, peut-être le futur Augustule de l'Empire allemand, tant on marche vite dans cet étrange siècle, et de cette grosse figure de Bismark, qui s'est révélé le seul homme d'État de l'époque de décadence où nous nous trainons depuis quelques années. Tout cela est écrit de main de maître, et je vous en félicite cordialement.

Je n'ai pas à vous donner de plus vive preuve de ma chaude sympathie, qu'en vous adressant ce livre, que je voudrais court et substantiel comme le vôtre. Vous nous avez montré Attila amené sur la France par la présomption et l'imperitie. Je vais vous parler de Spartacus dont on a provoqué les colères si maladroitement. Après l'invasion douloureuse, la guerre sociale plus douloureuse encore. Vous avez été prophète dans l'une de vos belles pages d'autrefois. Vous nous aviez annoncé les barbares. Depuis quarante ans, je voyais s'épaissir, à l'horizon, la sombre nuée plébéienne, et je prévoyais la tempête. Les malheurs d'aujourd'hui ne feront pas oublier vos brillants aperçus sur le passé. Mais une guerre, la plus désastreuse qu'elle puisse être avec une nation voisine, n'est qu'un petit fléau, si elle est comparée à la guerre civile. Et toute guerre civile elle même, telle, par exemple, que celle des Etats-Unis, pour un motif déterminé et passager, n'est rien à côté d'une guerre sociale, qui prend un monde dans ses profondeurs, et doit avoir pour résultat suprême l'enfantement péni-

ble d'un monde nouveau, après des convulsions effrayantes et des duels sanglants de classe à classe. Redoutable avenir !

Le dimanche, 16 avril, à Londres, malgré une journée très-pluvieuse, une manifestation populaire, annoncée par les journaux, a eu lieu avec assez d'éclat. Le monde officiel m'a paru préoccupé de voir le drapeau rouge flotter au milieu de Hyde-Park, mêlé aux bannières de l'Angleterre. C'est une des libertés de ce pays, que ses gouvernants ont l'art de rendre inoffensive, que des processions plébéiennes sortent, musique en tête, des rues sombres de la Cité, suivent Strand, Piccadilly, traversent Hyde-Park, et reviennent par Oxford street, après avoir entendu, sur une verte pelouse, en plein vent, des orateurs qui ne sont pas toujours, dit-on, de première force. L'événement, en France, il y a peu d'années, aurait eu un retentissement terrible; et Londres, très-paisible le lendemain de cette manifestation, eût frémi d'épouvante, si, au lieu d'être paisiblement assis sur la Tamise, il eût occupé le bassin de la Seine où Paris se débat dans les fureurs de la guerre civile. Ici, les mœurs politiques sont plus robustes.

Cependant, cette circonstance étrange d'une capitale violemment insurgée contre son gouvernement officiel, et recevant de chaudes acclamations des ouvriers frères qui peuplent la grande métropole britannique, à un moment où la lutte a son explosion la plus brutale et où le rugissement populaire inspire le plus

d'effroi, donne à la manifestation du 16 avril une signification qui n'échappera à personne, en Europe, et démontre, d'une manière éclatante, le lien étroit de solidarité qui unit les classes travailleuses du monde occidental. Il paraît étrange, convenez-en, quand des faits de violence inouïe, disons le mot, quand le terrorisme jette ses reflets odieux sur la révolution parisienne, que les masses plébéiennes d'un autre pays et d'un pays très-civilisé, au lieu d'exprimer, au moins par leur silence, leurs regrets des emportements de la dictature de l'Hôtel-de-Ville, choisissent l'heure où le mal a le plus d'intensité, pour les acclamer et les applaudir. Il y a là une énigme.

L'histoire et l'expérience ont appris que l'homme et les hommes en masse n'approuvent jamais ce qui est intrinsèquement mal. Et j'ai trop bonne opinion de la conscience publique en Angleterre, pour penser que, dans leur ovation en faveur de la Commune de Paris, les ouvriers de Londres entendent trouver bons des actes de folie brutale, capables de déshonorer toutes les causes; par exemple, des églises pillées ou fermées, et l'archevêque de Paris, avec une partie notable de ses prêtres, écroué à Mazas. Je me tromperais fort si les moins honnêtes de Londres applaudissaient à des mesures qui sont contraires à la plus vulgaire morale, et qui, de plus, sont en politique d'immenses aberrations.

Je risquerais moins de m'égarer dans mon jugement,

si je croyais que les ouvriers de l'Angleterre applaudissent ceux de Paris, d'avoir donné une bonne leçon à une assemblée politique assez maladroite pour n'avoir pas voulu venir siéger royalement au milieu de la capitale de la France, et composée d'hommes assez incapables pour n'avoir pas vu que ne reconnaître que provisoirement, et en apparence, le gouvernement républicain, dans l'espérance d'y substituer bientôt l'une des trois combinaisons monarchiques entre lesquelles ils se divisent, était un acte d'une incroyable faiblesse et une provocation évidente à la guerre civile, quand il était connu de tous qu'à part les campagnes, indifférentes par leur nature à toutes les formes de gouvernement, c'est à l'heure présente la république que toutes les villes de France veulent maintenir.

Il n'est pas possible que, dans un pays comme l'Angleterre, où l'on a le sens pratique des affaires porté à un aussi haut degré, il n'éclate à tous les regards que c'est bien là, en réalité, la cause première du redoutable soulèvement parisien. Paris, qui venait d'accomplir sa défense héroïque, après avoir vainement imploré un secours que lui avaient refusé l'incapacité des généraux, la mollesse et les rancunes de la province, Paris tout vibrant de patriotisme, quand la province se déshonorait en reculant toujours devant l'ennemi, Paris s'attendait à une autre récompense que d'être mis en suspicion comme une ville infectée,

dans laquelle n'oseraient s'aventurer les célébrités provinciales que le suffrage universel avait réunies avec une si merveilleuse inintelligence. Paris, en avance d'un grand siècle sur la province, jetant ses dernières espérances d'améliorations sociales sur la république restaurée, voyait avec fureur qu'un immense escamotage se préparait à petit bruit, mais sûrement, et qu'après quelques mois donnés à l'apaisement de la fièvre démocratique, les plus rusés de l'Assemblée tireraient, de leur poche, un doux et honnête prince, destiné à ramener tout simplement les routines et les somnolences politiques des derniers temps.

Paris s'est pris d'une colère furieuse sur ces deux actes d'une indicible maladresse gouvernementale, commis par des hommes, les plus honnêtes gens de la terre, qui, le cœur léger, n'ont pas eu la première notion des malheurs dans lesquels ils allaient inévitablement précipiter la France.

Nous allons expier bien chèrement une politique aussi déplorable. A l'issue de la lutte matérielle, et cette issue n'est pas douteuse, quand le sang aura coulé à flots entre les enfants de la même mère, quand se sera élargi encore le gouffre des dépenses, creusé si profond depuis quarante ans, que, parmi les insurgés, l'on aura fusillé les uns, déporté les autres, amnistié la masse qui ne peut ni être déportée ni fusillée, il se sera entassé haines sur haines, et, sous la croûte, tiède encore, du cratère momentanément éteint, on aura

comprimé des colères implacables, qui rendront inévitable, à courte échéance, l'explosion d'une autre révolution, plus effrayante, cette fois, dans ses moyens froidement préparés et dans ses résultats pratiques.

Les aveugles qui ont provoqué la lutte présente ne soupçonnent pas ces choses ; et leur procédé d'apaisement n'est rien moins que la fécondation chaleureuse et énergique de la révolution dernière, où ils périront. Comme ils vont fermer fortement et avec l'écrou, la soupape de sûreté de la machine sociale qu'ils dirigent !

Hélas ! illustre écrivain, il faut bien le dire, le dissentiment qui a été la cause prochaine de la révolution populaire, cache un dissentiment plus profond. On comprendrait peu que cent cinquante mille ouvriers, presque tous époux et pères, dont le maniement des armes n'est pas l'exercice habituel, alassent s'exposer aux hasards terribles de la guerre, guidés encore par des chefs sans capacité et sans expérience, pour un simple mécontentement contre une assemblée politique. Un écrivain dont on ne peut suspecter la loyauté, et qui n'avait pas intérêt à tenir ce langage dans la feuille où il écrit avec tant de talent, John Lemoine, disait récemment dans le *Journal des Débats* :

« En fait, il y a autant d'arrière-pensée chez l'Assemblée nationale que chez le comité central de l'Hôtel-de-Ville. »

C'est dire clairement qu'il y a entre les hommes de

la plèbe représentant l'idée de réforme sociale, et les hommes de l'Assemblée représentant la vieille bourgeoisie satisfaite des bénéfices de la révolution de 1789, un véritable duel. Là est le conflit.

Les journaux de la Commune l'entendent ainsi : *La Sociale* écrivait, il y a quelques jours :

« La grande guerre commence. Le vieux monde vient de nouveau se heurter sur nous. A quatre-vingts ans de distance, ils se souviennent encore. Les soldats de Charette et de Cathelineau, les chouans et les Vendéens accourent à la rescousse pour étouffer la révolution de 1871, fille de 93. Les soldats de Mentana, qui ont un cœur blanc sur la poitrine, sont en ligne avec les sergents de ville et les gendarmes.

« Nous nous trouvons, malgré nous, engagés dans une période révolutionnaire, au bout de laquelle l'un ou l'autre des deux partis sortira vainqueur.

« Ou le vieux monde, représenté par le despotisme monarchique, catholique et exploiteur, dictera encore une fois ses lois ;

« Ou bien, de tous ces soubresauts, de toutes ces défaites, de cette victoire sortira le dénouement de toutes nos luttes, la République vainqueur du despotisme, le travail réclamant ses droits si longtemps méconnus, la révolution sociale, enfin.

« C'est là le vrai but aujourd'hui de la grande bataille.

« Notre victoire, à nous, c'est la révolution !

« Nous sommes ainsi, malgré tout, à cet instant suprême où la question doit, enfin, être vidée. Demain peut-être.

« Et nos ennemis le sentent bien !

« Ce sera, malgré tout, après la victoire, la grande liquidation. Le vieux monde s'écroulera encore une fois, avec ses préjugés, ses haines, ses castes, ses privilèges, et ne se relèvera plus.

« Ce sera la grande victoire. Et c'est pour cela qu'il nous faut combattre tous.

« Que ceux qui ne se sentent pas la force d'être acteurs dans ce grand mouvement qui sera le dernier; que ceux qui n'ont pas le courage de risquer leur vie pour mettre fin à ce système corrompu qui nous étouffe depuis si longtemps; que ceux-là quittent le fusil : un autre peut-être sera plus heureux de le ramasser. »

Je ne suis pas, cher Junius, un homme de 93. Je suis convaincu que 93 a fait reculer d'un siècle la liberté, et que les hommes de la Commune, à leur tour, la font reculer probablement pour un autre siècle. Certainement, que le drapeau rouge triomphe en ce moment de l'armée de l'ordre, comme on l'appelle, ou que celle-ci entre victorieuse dans Paris et aille bivouaquer dans les rues de Belleville et sur la place de la Bastille, la grande question ne sera pas vidée pour cela. L'économiste à courte vue de *la Sociale* n'est pas plus maître d'opérer la grande liquidation, le lende-

main de la victoire contre Versailles, qu'il n'est au pouvoir des hommes de Mentana d'étouffer dans le sang des fous qu'ils auront mitraillés, les grandes et immortelles aspirations modernes. On se hâte trop, de part et d'autre, de croire à une fin prochaine de l'une ou de l'autre des deux idées antagonistes. C'est là de la politique d'enfants. Mais, tout en faisant une large part aux illusions de parti, et à l'exaltation du grand écrivain en herbe qui rédige *la Sociale*, nous n'en devons pas moins constater que son article, même dans sa forme peu correcte, résume très-nettement la question. C'est bien là, en effet, la querelle redoutable.

Puisque nous nous trouvons sur le véritable terrain, sortons de l'ornière où se traînent tant d'esprits qui ne voient les faits que par leur surface. Cessons de ne considérer le soulèvement de toute une classe de travailleurs, que comme une fantaisie brutale de paresse, d'ivrognerie et de pillage. Regardons si cette sanglante saturnale est un de ces mouvements épidémiques de fureur qui prennent, à certaines heures, les ruches humaines, ou si, en dessous des faits matériels d'une irréusable violence et d'une barbarie que la civilisation seule, à défaut de raison et de religion, doit énergiquement flétrir, il n'y a pas des griefs premiers, puissants et terribles, qui exaltent, dans un sentiment exagéré de leurs besoins et de leurs droits, les hommes de la classe travailleuse, ces hommes qui, après les cultivateurs des champs, sont, en définitive, par la

sueur de leurs fronts et la fatigue de leurs bras, les grands producteurs de la richesse européenne. Ainsi traitée, la question, quelles que soient les solutions où nous pourrions arriver, aura son intérêt pour nous qui sommes des chercheurs, qui ne nous contentons pas de la monnaie courante des opinions toutes faites, mais qui voulons aller au fond des choses, pour y trouver les leçons qu'elles apportent, et ce qu'elles indiquent des mouvements que font subir les révolutions aux destinées de la grande famille humaine.

Heureux serais-je si ces pages, tombées n'importe où, sur le terrain d'intelligences droites et bien préparées, pouvaient y faire germer quelques principes de tolérance, de justice et d'intérêt bien entendu des classes privilégiées. Les hommes du mouvement plébéien ne liront pas ce livre, il ne pourra pas, à mon grand regret, aller jusqu'à eux. Mais il sera lu de ceux pour qui des faits aussi terribles devraient être un salutaire enseignement, s'il n'était pas trop prouvé, dans l'histoire, que des individus peuvent se rendre au vrai, même quand ce vrai les froisse dans leurs instincts les plus vifs et leurs plus chauds intérêts, mais jamais, ou du moins plus difficilement, les corporations, les classes, les groupes privilégiés, qui, de leur nature, tendent à être implacables, et à ne céder qu'à cette loi fatale du temps devant tout emporter par ses érosions répétées et irrésistibles.

LETTRE DEUXIÈME

Révolution et insurrection. — La « tyrannie du capital » de Blanqui. — Plus d'amour entre l'ouvrier et les nobles. — Sentiment de la dégradation dans la plèbe. — « Les Jasmin meurent à l'hôpital. » — La rectitude du lendemain » de Michel Chevalier. — Le « bien-être assuré au peuple, source reconnue de toutes les richesses, » de Napoléon III. — L'Assemblée de Versailles fait les affaires de la France comme Caton celles de Rome après l'insurrection de Catilina. — Le gros diamant et les petites tabatières.

Londres, le 20 avril 1871.

Illustre Junius.

Nous nous entendons évidemment sur le mot de révolution. L'insurrection de Paris n'est qu'une scène de la révolution contemporaine qui, de sa phase première par le triomphe de la bourgeoisie sur l'aristocratie privilégiée de l'ancien régime, en est venue à sa phase deuxième, la lutte entre l'aristocratie bourgeoise du régime nouveau, et la classe plébéienne toujours parquée dans les langes douloureux du prolétariat.

Ce fut le coup de trompette que fit entendre Blanqui à la bourgeoisie effrayée, le 31 mars 1848 :

« Point de formules stériles. Il ne suffit pas de changer les mots, il faut changer radicalement les choses.

« La République, pour nous, c'est l'émancipation complète des travailleurs; c'est l'avènement d'un ordre nouveau qui fasse disparaître la dernière forme de l'esclavage, le prolétariat.

« La tyrannie du capital est plus impitoyable que celle du sabre et de l'encensoir. Il faut la briser.

« La révolution de Février n'a pas eu d'autre but. »

L'archange du jugement dernier ne jettera pas plus de frayeur sur l'humanité du dernier jour, que ces lignes sur les vaincus du 24 février. Aussi, comme, redevenus vainqueurs par les élections de 1871, qui les ont remis au pouvoir, ils vont prendre leur revanche! Comme ils vont être habiles à comprimer! *Vae victis!*

Il est parfaitement clair, et cette classe l'entend ainsi, que la classe ouvrière veut sa part du large gâteau social. Et il semblerait qu'elle demanderait un peu de ce qui lui est dû, puisqu'elle le prépare, le cuit, le transporte, après y avoir mis le beurre et le sel. D'autres prétendent que c'est beaucoup de lui en jeter les miettes. De là désaccord évident; et le désaccord, traduit en faits, s'appelle révolution sociale.

Il ne vous aura pas échappé, à vous qui êtes un si

fin observateur, que, depuis vingt-deux ans que s'est accomplie cette révolution de Février, dans laquelle beaucoup n'ont voulu voir qu'une surprise, il n'est plus question, pas le moins du monde, d'une animosité entre l'ancienne noblesse représentée par ses fils paisibles vivant dans leurs hôtels ou leurs châteaux, et la classe prolétaire. Le 24 Février, à une heure de l'après-midi, le peuple, c'est-à-dire les mêmes hommes si furieux aujourd'hui contre la bourgeoisie entassée dans la salle de spectacle de Louis XIV où elle tient ses séances, ce peuple, maître absolu de Paris, n'eut pas un cri contre les nobles. Depuis ce temps-là, une paix plus complète s'est faite encore. La noblesse, complètement sans privilèges, par conséquent sans exploitation de la classe qui travaille, n'a pour elle que des bienfaits. C'est pour la noblesse qui vit largement et soutient le luxe, que l'ouvrier taille et monte les diamants, cisèle le bronze et le marbre, et produit ces mille chefs-d'œuvre d'art où il excelle, et qui vont parer les salons des grandes familles. Pour elle, Lyon a ses admirables soieries, le Midi ses vins délicats, la Champagne son nectar. Partout où il y a un malheur, une inondation, une épidémie, des souffrances de quelque nature que ce soit, la noblesse est là; elle ouvre largement sa bourse, sympathise aux misères, et ne jette pas au peuple son aumône, comme le pain au chien qu'on veut nourrir, mais comme un secours affectueux donné délicatement, avec le mot

du cœur qui est la chose la plus douce de la charité.

Vous avez dû être frappé de ces choses. Évidemment je n'esquisse là que les grandes lignes. Mais le fait surgit avec éclat. Il y a pacification complète entre les hommes qui sont revenus en France, après la proscription, retrouver le reste des terres dont ne s'était pas encore emparée, à vil prix, la bourgeoisie, et ce peuple qui prêta son bras à la révolution, mais qui vit la bourgeoisie égoïste en prendre le bénéfice le plus net.

A l'heure présente, écoutez les paroles les plus furieuses des plus furieux de la Commune; vous n'y surprenez pas un mot contre les nobles. Les monarchistes qu'ils désignent sont les bourgeois qui font la majorité de l'Assemblée de Versailles. Pas une grande maison du faubourg Saint-Germain, jusqu'à l'heure présente, n'a été insultée.

Blanqui a dit le gros mot : « La tyrannie du capital. » Or, la noblesse dépense largement ses revenus. Elle est, pour l'ouvrier producteur, le plus honnête, le plus constant, le plus généreux des consommateurs. Le peuple, au milieu de ses plus grandes aberrations, garde toujours un sentiment dernier de justice; et il faut reconnaître qu'il est juste, aujourd'hui, envers la noblesse.

Son ennemi avoué, c'est le capitaliste spéculateur, celui qui l'appelle au travail, mais qui suppute jusqu'au dernier centime le salaire avec lequel il paiera rigoureusement les heures de fatigue qu'il lui demande,

sans s'inquiéter autrement de cet esclave moderne dont il n'a plus à s'occuper, la solde faite, qu'il habite ou non un sale bouge, que son âme pourrisse ou non dans l'irréligion et l'ignorance, que ses filles se prostituent, que ses fils s'étiolent et boivent le vice dès l'enfance, que toute cette vile multitude, comme l'appela M. Thiers, — et aujourd'hui, vieillard plus rassis et plus expérimenté, il doit regretter ce mot, — que cette vile multitude compose, en plein soleil de civilisation, l'étrange barbarie d'une race à part, sans Dieu, sans principes, sans pudeur.

Voilà l'ennemi, on vient de nous le dire, au nom de la plèbe, voilà le tyran plus impitoyable que les hommes du sabre qui tenaient les peuples au nom des rois, que les hommes de l'encensoir qui les dominaient au nom de Dieu.

Or, vous vous tromperiez profondément si vous pensiez que le peuple ne sente pas sa dégradation et sa servitude. Esclave de ses vices, il maudit ceux qui l'enchaînent fatalement au vice par un régime social où il lui faudrait l'héroïsme des saints pour réagir contre toutes les immoralités qui l'enveloppent. Il a un vague instinct d'un ordre social où il serait meilleur, plus moral, plus digne, où la famille serait pour lui un sanctuaire et une joie, et non pas un dégoût et un enfer, où il travaillerait noblement, car il aime le travail, — il n'y a pas de peuple en particulier plus artiste, plus passionné pour son état que le peuple

ouvrier de Paris — mais où ce travail serait ordonné de manière à lui ménager quelque répit, à lui assurer les cinq ou six dernières années de la vieillesse, au coin paisible de son foyer, auprès de ses petits enfants, et la certitude d'une mort moins amère et moins désespérante que celle qui l'attend inévitablement, dans l'abandon absolu des siens, à l'hôpital.

Le grand poète du Midi a eu le courage de mettre dans ses œuvres un vers qui fait saigner l'âme. Son grand-père lui raconte, avec des accents déchirants, sa vie de prolétaire, et il finit par ce mot :

« Mon enfant, les Jasmis meurent à l'hôpital. »

Si cela est vrai à Agen, pour Fournier, dans cette plaine si riante et si plantureuse que baigne la Garonne, où le climat est si doux, où les fruits couvrent les chemins, où, pour quelques centimes, pendant le travail, on a le vin qui soutient les forces, si cela est vrai dans ces contrées bénies du ciel où il ne peut pas y avoir de pauvres, jugez si cela est vrai de Paris, de Lyon, de Lille, des grandes cités où sont entassées les masses. M. Michel Chevalier a dit un mot profond, qu'on a trop oublié autour de lui depuis quarante ans, sur « l'homme qui n'a pas la certitude du lendemain ». N'avoir pas la certitude du lendemain, tout est là. Il n'y a pas d'autre cause génératrice des révolutions. Et le peuple ne s'impose les horreurs et les souffrances

momentanées des révolutions, où il se jette avec la fureur du soldat dans la mêlée, que par l'espérance qu'il sortira, de l'une d'elles, un régime qui lui assurera enfin cette sécurité.

Le prisonnier de Ham, qui nous cachait un César, écrivait de sa prison à M. Castille, en lui parlant des sympathies que quelques-uns du peuple lui faisaient exprimer par son organe, des mots comme celui-ci :

« Cette immense majorité du peuple français qui n'a aujourd'hui ni droits politiques ni bien-être assuré, quoiqu'elle soit la source reconnue de tous les droits et de toutes les richesses. »

La Sociale, Blanqui, Michel Chevalier, Napoléon III s'entendent donc. Or, ni les hommes qui ont gouverné sous les honnêtes Bourbons de la branche aînée, ni les bourgeois révolutionnaires qui ont fait 1830, et qui ont régné avec Louis-Philippe par M. Guizot et par M. Thiers, ni la république passagère de 1848, étranglée au moyen du coup d'État, ni le second Empire qui avait fait cependant sénateur M. Michel Chevalier, et qui avait carte blanche, par tant de millions de suffrages, pour accomplir les réformes qu'il eût voulues et qu'on avait pu croire méditées à Ham, n'ayant résolu le problème que tous les économistes officiels, y compris Napoléon III, ont constaté bien réel et bien subsistant, il est logique qu'il se pose toujours devant le peuple avec les mêmes terreurs et la même insistance. Nul de ces gouvernements n'ayant procuré « la

certitude du lendemain » pour les travailleurs, le peuple, déclaré, par la bouche auguste du dernier César, « la source reconnue de toutes les richesses », en est toujours à convoiter « le bien-être assuré » auquel ces voix, moins suspectes que celles de *la Sociale* et de Blanqui, affirment positivement qu'il a des droits; et il ira toujours aux révolutions, puisque les révolutions sont le seul moyen efficace qu'il trouve de se faire entendre, jusqu'à ce que son *desideratum* soit devenu une réalité.

Ce sont là des points de vue plus sérieux pour juger le mouvement actuel que ces éternelles jérémiades des publicistes de second ordre, où l'on donne pour motif unique et prépondérant de la guerre sociale, la paresse, l'ivrognerie, le désir du pillage, la rage de renverser la religion, la famille et la propriété.

Vous qui êtes classique, vous devez avoir gardé le souvenir de deux célèbres harangues prononcées en plein sénat romain, l'une par César, qui voulait flatter la plèbe, afin de la préparer à la servitude, l'autre par l'inflexible Caton, une âme farouche, *animam atrocem*, a dit Horace, le représentant de la vieille austérité républicaine. Il s'agissait du terrible Catilina que la plèbe, grevée de dettes, misérable, écrasée par l'institution oligarchique, aspirant toujours comme toutes les masses au « bien-être assuré » et réduite au désespoir sous un régime sans entrailles, *res alienum*, *nulla spes*, dit César, traitait en libérateur, comme elle le fait

en ce moment à Paris de Félix Pyat, de Cluseret et d'autres tribuns de même valeur. Quand on lit aujourd'hui ces deux graves documents, à tant de siècles de distance, où le dur Caton a raison au point de vue de la légalité, et demande qu'on traite, au nom du salut public, comme des perturbateurs du repos des patriciens, cette vile multitude, où le futur dictateur perpétuel, qui devait tomber sous le poignard de Brutus, plaide les circonstances atténuantes en faveur de la plèbe désespérée, et montre, en présence des misères intolérables de ceux qui travaillent, les jouissances effrénées de ceux qui vivent des sueurs des autres et se livrent à des dépenses extravagantes en nivelant des montagnes et en se bâtissant dans la mer des villas somptueuses, il semble qu'ils sont écrits de notre temps. Ce senat que, dans un autre siècle, où il y avait un patriotisme moins égoïste, on avait appelé une assemblée de rois, ne comprit rien au tableau navrant fait par l'habile orateur ; et il ne lui vint pas à l'esprit qu'il y avait un monde nouveau à inaugurer, sinon celui où les hommes reconnus frères vivraient de solidarité, ce qu'il n'était possible de concevoir qu'après la propagation de l'Évangile, du moins celui où les charges sociales seraient un peu moins mal équilibrées, et la part du bien-être plus justement répartie, ce qui est toujours possible avec une législation intelligente. Représentant de ceux qui jouissent, Caton trouva plus commode de faire tuer, saisir et

condamner aux mines les misérables qui les importunaient de leurs clameurs et de leurs révoltes. Caton fit appel, comme on le fait aujourd'hui, à la force qui écrase, mais qui ne résout pas les problèmes. « La plus belle armée que jamais ait eue la France » — c'est le mot mal inspiré de M. Thiers, puisque cette armée n'a pas voulu chasser les Prussiens du sol de la patrie, — va prouver sa valeur guerrière à fusiller de pauvres égarés, qui n'ont d'autre habileté que leur désespoir, exactement comme on lança quelques légions avec leurs aigles, qui eurent bientôt balayé le forum des *trente-soutiers* romains, fauteurs de Catilina.

Seulement, les clarissimes qui siégeaient dans le sénat, pas plus que ne le font les élus des provinces siégeant dans la villa luxueuse du grand roi, ne comprirent pas qu'ils étaient des incapables et des impuisants. En refusant des réformes urgentes, sérieuses et progressives, qui eussent renoué les liens entre les classes privilégiées et la classe travailleuse, et retenu, par conséquent, la grandeur romaine sur la première pente de sa décadence, ils jetèrent cette dernière classe à la merci de ces histrions couronnés qu'on appela des empereurs, et qui, ne pouvant relever la condition morale des masses, s'en firent une force écrasante contre le patriciat et régnèrent avec elles, aux dépens des classes privilégiées, en lui donnant du pain et des jeux fréquents dans le cirque.

La politique stupide de ces conservateurs écouta les

rancunes et les répulsions dédaigneuses de la classe patricienne. Avec son grand sermon de morale, Caton se trouva un esprit à courte vue, qui ne comprit rien à une autre révolution que précisément méditait César, dans le moment même, et dont le but n'était rien moins que d'être roi avec la plèbe, révolution, vous le savez, que Napoléon III avait espéré faire sous le second Empire, que beaucoup, dans la classe ouvrière, avaient, en effet, attendue de lui, mais dont il n'a pas osé prendre l'initiative, malgré les belles promesses de Ham, enlacé habilement par le patriciat contemporain qui l'a, plus tard, à l'heure des revers, si tristement abandonné pour chercher d'autres sauveurs.

L'inintelligence des patriciens est proverbiale dans l'histoire, que vous les prenez à Rome, à Venise, ou en France. J'en excepte, pour le moment du moins, l'aristocratie anglaise qui gouverne avec prudence, et l'aristocratie italienne qui, voyant une révolution imminente, en a conjuré les dangers en la dirigeant elle-même. Il est bien évident que la théorie de l'immobilité a tué la Rome républicaine, comme l'immobilité de la bourgeoisie retardataire qui vote à Versailles et qui en est encore, en politique, à ses riches idées de 1830, tuera la France, sous le beau prétexte de ne pas vouloir traiter avec des anarchistes, et livrera les masses au premier ambitieux venu, Mac-Mahon, ou tout autre capitaine d'artillerie qui se sentira l'étoffe

d'un Bonaparte, lequel voudra être Héliogabale ou Caligula, qui gagnera l'état-major de l'armée et trouvera là ses prétoriens, qui organisera pour la plèbe des distributions périodiques de bons de pain et de viande, que soldera, bien entendu, le budget payé par les bourgeois, et lui fera jouer gratis, pour la distraire, mais toujours aux frais des bons bourgeois, des pièces charmantes et très-morales, comme *Orphée aux enfers* ou *la belle Hélène*, avec de ravissantes exhibitions destinées à lui servir de religion, et à lui former le cœur.


Déjà nous avons vu l'absence de patriotisme dans les provinces laisser s'accomplir jusqu'au bout la honte de l'invasion. Napoléon III ayant manqué la chance de faire en réalité une révolution impériale à la façon romaine, un autre peut saisir cette chance. La France, je le dis en rougissant, cher Junius, est une nation à vendre. Qui veut de la fille au chignon rouge? Ce sera peu cher. Payez-lui son hôtel, ses gens, son équipage pour parader au bois, sa loge à l'Opéra, aux Italiens et aux Français, quelques diamants, je me trompe, beaucoup de diamants, elle est à vous. Charles X ayant appelé dans sa loge, à la fin d'une pièce, un acteur qui lui avait fait plaisir, lui demanda avec cette urbanité des anciens rois qui embellissait toujours un cadeau matériel, ce qu'il penserait d'une grosse tabatière en or entourée de petits diamants. Le gaillard, au lieu de lui répondre, comme tout autre, dans l'oe-

currence : Sire, je l'estimerais moins que le bonheur d'avoir pu plaire à Votre Majesté, — ce à quoi probablement s'attendait Charles X, — lui dit sans gêne : Je préférerais un gros diamant entouré de petites tabatières.

Les masses, prêtes à se donner, en sont là. Elles tiennent au gros diamant, mais elles sont assez indifférentes sur les tabatières.



LETTRE TROISIÈME.



Le quatrième état de l'historien Gervinus. — Toutes les révolutions faites depuis quatre-vingts ans ont été faites au profit de la bourgeoisie. — La bourgeoisie s'est servie du bras du peuple pour adoucir et maintenir sa prépondérance sociale. — Elle n'a pas eu l'intelligence, absorbée par son égoïsme, de songer à une législation qui eût adouci les souffrances du prolétariat. — Le quatrième état, la classe ouvrière, n'attend plus rien que de lui-même. — De là la lutte.

Londres, le 22 avril 1871.

Cher Junius,

Nous malmenons, pour le quart d'heure, dans tous nos écrits, ces braves Allemands qui nous ont si rudement fustigés, afin de nous enlever de l'esprit toute fantaisie nouvelle de leur aller chercher noise sur les bords du Rhin. Nous serions disposés, en raison de leur redoutable militarisme, à leur refuser tout le reste : art, science, philosophie. Je demande grâce cependant pour un de leur penseurs, Gervinus, qui

vient de mourir, et qui le premier, il y a plus de trente ans, étudiant philosophiquement notre histoire plus que nous, qui ne la connaissons que par sa draperie pittoresque, a très-bien compris que, depuis 1789, le tiers-état, c'est-à-dire la bourgeoisie, ayant pris la prépondérance politique de la noblesse, et s'étant substitué à elle aristocratiquement, il avait dû se former un quatrième état, qui tôt ou tard se trouverait en antagonisme avec le troisième.

J'avais été très-frappé de cette idée de Gervinus. Nos révolutions successives confirment pleinement la justesse de ce coup d'œil de philosophe jeté sur notre histoire.

La révolution de 1830 qui fut le premier grand ébranlement politique en Europe après ce long calme qui avait suivi l'effondrement terrible du premier empire, calme que les honnêtes conservateurs du temps avaient cru devoir être éternel, ne fut certainement pas une insurrection faite à la légère et pour quelques vaines satisfactions du libéralisme bourgeois qui dominait alors toutes les idées. Ce fut un acte calculé et énergique de la bourgeoisie, victorieuse une première fois des deux classes dirigeantes de l'ancien régime en 1789 et en 1793, laquelle redoutait une velléité de ces classes restaurées de reprendre la direction politique de la France. Les partis ont une singulière pénétration à s'éclairer sur les moindres tendances du parti rival qui commence de nouveau à grandir. Or, le mouvement

redouté eût été mortel pour une prépondérance acquise par la plus effrayante des révolutions. Aussi, avec leur finesse de roturiers et de procureurs, les bourgeois travaillèrent quinze ans à prouver au peuple que tout était perdu, que la Charte, le palladium de la liberté, était menacée par le projet des nobles et des prêtres de ramener l'ancien régime, qu'on se préparait à lui faire manger, à lui, peuple, *de la paille et du foin*, grosse bourde qui prend toujours dans notre pays sur les esprits badauds, comme à l'heure présente, *il faut que l'ordre triomphe*, est dans toutes les bouches la phrase honnête qui cache l'écrasement projeté des aspirations de la classe travailleuse. Sur cette terreur, d'un bout de la France à l'autre, le peuple, bien stylé par ses bourgeois se leva comme un seul homme : l'acclamation, jusque dans le dernier village, fut formidable.

La farce une fois jouée, le pouvoir ressaisi par le parti bourgeois, triomphant avec Casimir Périer, Guizot, Thiers, etc., ce fut au peuple berné encore de retourner, qui à sa charrue innocemment abandonnée, qui à son atelier fermé intentionnellement par les bourgeois industriels. Les hommes des champs comprirent vite qu'ils n'avaient rien à voir à ces agitations dont ils ne comprenaient pas le premier mot. Ils crurent avoir sauvé la France des nobles et des prêtres; et ce fut tout.

Il n'en fut pas ainsi de la classe ouvrière. Il était logique, ajoutons même, il était de toute justice que le

triomphe sur les vieilles idées d'immobilité politique qui commençaient à paralyser la nation, eût quelques bienfaits pour la classe travailleuse, source particulière de la richesse de la bourgeoisie qui spéculait et fait valoir son argent par les bras du peuple. Or, pendant les longues dix-huit années de la royauté bourgeoise de Louis-Philippe, rien ne fut fait en faveur des classes ouvrières, si l'on en excepte quelques petites lois de détail, telles que le règlement des heures de travail des enfants dont la cupidité des industriels épuisait prématurément les forces. La bourgeoisie, maîtresse des places, des honneurs, de la direction exclusive des affaires, se faisant, avec une ardeur incroyable, aristocratie dominante, fière, exclusive, sans générosité, de laignoise du peuple, ne comprit pas un instant qu'elle avait, en 1830, pris la part du lion, mais que le peuple reviendrait à la charge.

La révolution de 1848 fut une revanche populaire. La bourgeoisie fut jouée avec une merveilleuse habileté. Elle voulait, pour être plus forte encore, ce qu'on a appelé *l'adjonction des capacités*, c'est-à-dire adjoindre à ses censitaires les hommes de cette masse intelligente et lettrée qui, n'ayant pas de possession territoriale, ne pouvaient ni élire ni être élus : Chateaubriand, ambassadeur et premier ministre sous la restauration, n'était pas électeur sous Louis-Philippe. Le mouvement de 1848, au point de vue bourgeois,

était donc fait dans un intérêt exclusif : enlacer la fraction de la bourgeoisie qui, blessée de l'ostracisme du cens, se jetait dans la démocratie. Or, on sait ce qui arriva. Le 23 février au soir, vers 4 heures, la révolution bourgeoise était faite. La résistance s'était surtout produite vers la place des Victoires, où la garde nationale avait fait en quelques minutes son *pronunciamento* contre le ministère Guizot. Les gardes nationaux, vainqueurs, se retirèrent, en criant dans toutes les rues : Le roi a cédé; le ministère est changé.

Ce fut alors que les chefs de la démocratie vinrent à leur tour, et firent la révolution populaire. Vers une heure du matin, le 24 février, Paris fut réveillé par le tocsin. La lutte commença au boulevard des Capucines; et, à une heure après midi, le roi, escorté de ses gens aux habits rouges, suivit toute la longueur du Jardin des Tuileries, et monta en fiacre sur cette place de la Concorde où était tombée la tête de Louis XVI et celle de son propre père. Fatalité!

Les élections de 1848, quoique très-retardées, donnèrent à la république une majorité écrasante. Elle ne fut pas votée, mais acclamée, plus énergiquement encore que n'a été acclamée par les monarchistes en majorité à Bordeaux, la déchéance de la dynastie napoléonienne. Nul ne songea à la branchainée dans l'exil. Elle n'avait pour elle que le culte de la fidélité, des souvenirs de famille au sein de quelques contrées de la France; c'était politiquement une minorité. Encore moins

pouvait-on songer à l'Empire, dont la bourgeoisie, comme la noblesse, avait eu à supporter le régime dictatorial, et dont les seuls représentants en France étaient d'anciens officiers en retraite et les vieux soldats dans leurs chaumières.

Seulement, notez ceci : dans leur impatience de vaincre, les bourgeois de 1830, durant toute la restauration, avaient exploité contre les Bourbons ces vieilles sympathies de l'armée qui avait vaincu à Wagram et à Iéna. Avec Béranger, elle fit chanter, jusque sous le chaume, celui que les mères avaient tant abhorré et qui avait arrosé de sang français toutes les plaines de l'Europe. La nation, si rapidement oublieuse, se laissa aller à cette réaction qui se trouva, à l'insu de la bourgeoisie, avoir préparé la dictature du 2 décembre.

La seconde république fut exclusivement bourgeoise comme la première. La Constituante, qui était franchement républicaine, mais nullement démocratique, fut remplacée par une assemblée législative où la majorité se trouva nettement bourgeoise et monarchiste. Il n'y avait rien à attendre de cet élément réactionnaire dont le peuple, à Paris surtout où il y a un flair particulier des tendances des assemblées politiques, se dégoûta immédiatement, et qui se traîna dans ses finesses pour préparer un changement de gouvernement, et dans son imprévoyance, en face des habiles qui, sous le nom du peu habile Napoléon III, présen-

tièrent le napoléonisme à la France rurale, comme une solution à une situation que tous les partis tenaient, depuis deux ans, à rendre toujours provisoire.

L'Empire fut, pour les uns, un moyen de se débarrasser de cette Chambre profondément impopulaire, pour les autres, un temps d'arrêt, pendant lequel on espérait que « le fou de Boulogne », c'était le mot d'alors, ferait assez de sottises pour que chacun, à l'heure donnée, pût présenter une bonne monarchie qui clorait définitivement le débat.

La classe ouvrière, trompée par la révolution de 1830, trompée par la révolution de 1848, laissa faire avec une indifférence glaciale le coup d'État du 2 décembre. Je tiens de démocrates éminents qui allèrent sonder le peuple du faubourg Saint-Antoine, au moment où le coup était dans l'air, qu'ils ne reçurent que cette réponse froide, mais significative et profonde, qui indique l'intuition des masses :

« Laissez-le; il fera nos affaires. »

Il les a faites, en effet, et bien faites. C'est ce long sommeil de vingt ans qui a fait gonfler, germer, pivoter vigoureusement dans les masses ouvrières, la semence, encore à l'état de sommeil, de l'idée qui fait la révolution plébéienne dont l'insurrection du 18 mars n'est que l'une des premières étapes.

L'Empire a particulièrement fait les affaires de la démocratie, en prouvant une dernière fois aux masses

ouvrières que toute dynastie, soit de droit divin, comme celle des Bourbons de la branche aînée, soit élue par des bourgeois privilégiés, comme celle de la branche cadette, soit arrivée par la force prétorienne, comme celle de Napoléon III, n'a et ne peut avoir que deux pensées : se faire fortement sa situation dynastique, et consolider cette situation à l'aide d'une classe intelligente, puissante, active, qui régnera sous elle, mais qui fera, en même temps que celles de la royauté, ses propres affaires. Cette conviction est aujourd'hui entrée si profondément dans les intelligences plébéiennes, que rien ne pourra les en faire revenir.

Mais ne croyez pas qu'elles tiennent à la république, comme forme gouvernementale, plus qu'à une monarchie n'importe de quelle nuance. Je fais l'hypothèse que le comte de Chambord, en complet antagonisme avec la bourgeoisie, soit le représentant de l'idée émancipatrice du prolétariat par la royauté, et que la bourgeoisie oligarchique représente l'exploitation du prolétariat par la République, la révolution du 18 mars se serait faite au cri de : Vive Henri V, le libérateur ! A bas la République qui nous oppresse !

Il est évident que les collectivités obéissent fatalement à la loi qui les a groupées; et cette loi ne peut être qu'un fort amour, comme dans l'Église primitive, ou qu'un immense intérêt, comme dans le conflit actuel. Tout ce qui pourrait satisfaire cet intérêt serait avidement acclamé par les masses. Elles ont suivi des fous

tels que Gustave Flourens et Félix Pyat, uniquement parce que des hommes plus rassis n'avaient ni la pensée ni la volonté d'aider leur émancipation par d'autres voies que celle, toujours impuissante et dangereuse, de l'insurrection.

C'est là le sérieux point de vue sous lequel il faut considérer le mouvement du 18 mars. Il devra échouer misérablement, puisqu'il a réunies contre lui toutes les forces avec lesquelles il est radicalement en antagonisme, la monarchie dont il croit n'avoir jamais à attendre que l'éternel servage, le clergé qui ne peut lui pardonner les indignes violences qui ont souillé l'insurrection, la province jalouse de la prépondérance de la cité reine, trop absorbante, trop centralisatrice, le militarisme qui a contre la démocratie le grief, honorable pour elle, de ne vouloir plus de guerre, la bourgeoisie qui ne peut pardonner au prolétariat de dévoiler perpétuellement l'habile exploitation au moyen de laquelle elle s'enrichit, la noblesse légitimement effrayée de la crainte de voir remettre en pratique l'ancienne théorie de 93 : guerre aux châteaux, paix aux chaumières. Destiné à un avortement inévitable, le mouvement aura été un triste et lugubre intermède, dans lequel les esprits superficiels s'obstineront à ne voir qu'un plagiat des plus mauvais jours de la première révolution. Mais il sera, pour ceux qui suivent, dans leurs manifestations et dans leurs causes intimes, les agitations sociales, un avertissement de la

plus haute valeur, dont il serait heureux que les hommes de gouvernement commençassent au plus tôt à prendre un sérieux souci.

L'ordre, puisque c'est le mot consacré, l'ordre régnera bientôt à Paris. Tel est ce peuple que, le lendemain de l'affreuse bataille où tout son désespoir, toute sa rage auront échoué, où commenceront les jugements et les déportations, où, la blouse reprise, il ira timidement au petit nombre d'ateliers qui pourront s'ouvrir, demander le pain du jour, rien ne paraîtra, à la surface, au sein de la grande révolutionnée vaincue. Vous traverserez les faubourgs : à part quelques façades de maisons endommagées dont un peu de plâtre et de badigeon voilera très-rapidement les blessures, rien ne dira, dans ce pacifique silence, que l'on vient de se livrer à un duel horrible. Nous avons vu cela après les journées de Juin, qui ne furent que des escarmouches d'enfants; nous le verrons après cette guerre formidable qui aura aidé encore l'épuisement de la France. L'ouvrier se remettra à sa tâche : mais vous ne l'aurez pas vaincu de cette bonne victoire qui donne la véritable et solide paix. Il courbera la tête devant vous; et, si vous savez lire dans ce silence, vous y verrez ce mot terrible : Ce n'est que partie remise!

Pourquoi, quand cette quatrième république sera si tristement tombée, mêlée au souvenir de la plus terrible invasion, toutes ces masses qui se tairont mo-

mentanément en présence des troupes toujours massées dans les casernes pour les contenir, ne se diront-elles pas : Nous poursuivons une chimère; ces hommes sont nos maîtres; résignons-nous à cet esclavage moderne! Pourquoi, dès le même jour, commenceront-elles à combiner le plan d'une révolution comprise sur d'autres bases, avec d'autres préparations, d'autres moyens de succès?

L'expérience, bon Dieu! n'est-elle pas suffisante? Et, après quatre monarchies restaurées, faudra-t-il s'attendre à la révolution inmanquable qui se produira pour inaugurer la cinquième république?

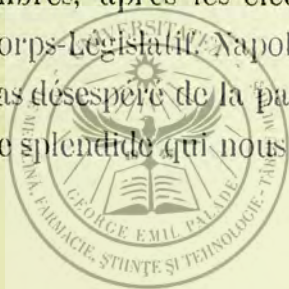
Certainement. C'est dans la logique rigoureuse, absolue de la situation que la bourgeoisie, victorieuse de l'ancienne aristocratie, s'est faite vis-à-vis du quatrième état. Le duel n'est que commencé. Nous avons vu les premières passes, quelques égratignures; devront arriver les grands coups, jusqu'à ce que l'un des obstinés tombe pour jamais, vomissant le sang à pleine poitrine. — Ce seront ces brigands que nous surveillerons comme des bêtes féroces, disent les implacables qui parlent si intelligemment à Versailles. — Ce seront nos oppresseurs auxquels nous ne laisserons ni paix ni trêve que nous n'ayons brisé nos fers, disent les Spartacus.

. Telle est la situation.

C'est vous dire que je ne crois qu'à une trêve dans ce conflit colossal, quand l'armée victorieuse aura

donné un maître à la ville écrasée, soit le comte de Paris, soit Napoléon III, les deux seules issues logiques auxquelles puisse aboutir le génie fécond de l'Assemblée de Versailles, le comte de Paris surtout, s'il n'y a pas un chef d'armée qui, maître du Mont-Valérien, des forts et de l'enceinte, envoie ce petit message à M. Thiers : Nos soldats ont proclamé de nouveau l'Empire. -

Alors la brillante Assemblée, ébahie comme elle le fut au 2 décembre, partira pour la province. Beaucoup de ses membres, après les élections nouvelles, reviendront au Corps-Législatif. Napoléon III les félicitera de n'avoir pas désespéré de la patrie; et il recommencera ce règne splendide qui nous est si connu.



LETTRE QUATRIÈME.

Mot malin d'Alphonse Karr : Comment les Blancs sont des Rouges, et les Rouges des Blancs. — La classe ouvrière a-t-elle sérieusement la pensée d'en venir à former un gouvernement de prolétaires? — Une autinomie effrayante. — Il est trop tard pour se mettre à contenir les masses dans une vie purement animale et matérielle où elles accepteraient paisiblement les miettes du grand festin qu'elles nous gagnent avec leurs sueurs.

Londres, le 24 avril 1871.

Cher Junius,

Il y a un quatrain fort spirituel d'Alphonse Karr sur le *Blanc* et sur le *Rouge*, que vous connaissez peut-être :

« L'un voudrait pour lui seul les abus conservés ;
L'autre croit qu'à son tour, il est temps qu'il y goûte.
Les Blancs sont simplement des Rouges arrivés,
Et les Rouges des Blancs en route. »

Je ne vous donne pas cette charmante boutade comme la synthèse bien exacte du conflit effrayant

dont nous sommes les témoins. Il est très-vrai que les Blancs, c'est-à-dire la bourgeoisie, se composent en immense majorité des rouges de 1789, qui ont déchainé le peuple contre la noblesse et le clergé, et qui, après s'être largement distribué le butin, se sont faits conservateurs. Il est très-vrai encore que, chez les Rouges, les ambitieux, les meneurs exploitent les passions populaires, et espèrent très-bien tirer leur profit personnel de la révolution qu'ils excitent, si elle vient un jour à avoir son triomphe. A ce point de vue, la malice d'Alphonse Karr a sa justesse. Il y avait un proverbe auquel, surtout après 1830, on donnait la même signification :

« Ote-toi de là, que je m'y mette ! »

Les hommes qui ont fait la révolution de Juillet et fabriqué une royauté bourgeoise, n'étaient pas de bons petits saints, fort désintéressés des intérêts de ce monde, et poursuivant le bel idéal du libéralisme contre les retardataires qui, en proposant la loi sur le droit d'aînesse, la loi sur le sacrilège, et provoquant le coup d'État des Ordonnances, pensaient très-bien refaire à petit bruit la puissance qu'ils avaient eue sous l'ancienne royauté. Ces libéraux aux aspirations angéliques se ruèrent, avec une âpreté incroyable, sur les places, dont ils évincèrent les hommes du régime déchu; et ils auraient mauvaise grâce à blâmer

les parvenus de n'importe quel gouvernement, lorsqu'eux-mêmes ont été, sous les yeux de tous, si ardents à la curée.

Mais tout cela prouve simplement une chose : que l'intérêt privé se cache toujours sous les opinions. A ce point de vue, tous les partis peuvent se donner la main.

Seulement, si nous retranchons un certain nombre d'ambitieux et de meneurs, rien de cela n'est applicable aux masses ouvrières, qui savent très-bien que le travail est le lot éternel de la plèbe. Nul des hommes de l'atelier, à moins qu'il ait un grain un peu fort de folie, ne rêve ni pour lui, ni pour ses fils, d'être ministre, ambassadeur, préfet, consul. Dans un moment d'exaltation fiévreuse, la Commune a pu jouer cette comédie burlesque de se donner des ministres, même un ministre des affaires étrangères. Tout cela peut entrer dans la saturnale du quart d'heure. Mais, en temps normal, il ne se fait pas, dans cet immense océan plébéien, qui agrandit chaque année sa profondeur et élargit ses rivages, le plan étrange de réaliser, au sein de la civilisation moderne, un gouvernement de prolétaires. Quoi qu'il arrive, il faudra toujours que les intelligences dirigent les choses humaines. Le peuple n'a donc pas cette stupidité dans son *desideratum* pour l'avenir. Tel sot peut faire le rêve. La masse, qui a ses grands instincts, ne le fait pas.

Il ne s'agit donc point, pour le quatrième état, si dé-

daigné au bas de l'échelle sociale, rejeté dans ses souillures et son ignorance, de renverser la pyramide, et de livrer au peuple ouvrier la direction politique et gouvernementale des sociétés modernes. Il ne peut penser à cette mission mission, à la hauteur de laquelle il ne saurait être. Dans nos haines de classe à classe, nous lui prêtons cette ambition et cette folie. Il peut nous répondre : Ni si haut, ni si bas !

En effet, cher Junius, si nous voulions être sincères, si ce qu'on appelle l'esprit de parti ne nous aveuglait pas tristement, *si mens non lava fuisset*, il nous apparaîtrait dans sa vérité effrayante, ce fait prodigieux : que nous nous trainons, depuis quatre-vingts ans, dans la plus forte des contradictions.

A l'inverse du moyen âge et de l'ancien régime qui laissaient les masses dans une ignorance absolue, véritable troupeau humain labourant le sol ou exerçant des métiers, nous nous sommes mis à dire qu'il faut éclairer les masses, élever le niveau intellectuel du peuple, lui apprendre à lire, lui donner ce revolver si dangereux appelé le livre, qui brûle la main maladroite à le manier; nous lui présentons, pour quelques centimes, le plus attrayant des livres, le journal, qui chaque jour, le met en communication, lui, le paria de la mansarde et de l'atelier, avec les classes privilégiées et jouissantes; nous écrivons pour lui le roman, plus séduisant encore que le journal, parce qu'il présente perpétuellement aux masses l'idéal du bonheur,

de l'amour, de la grandeur, avec la poétique image de cet intérieur de la vie brillante et somptueuse, dont lui, homme du peuple, n'a jamais eu seulement un quart d'heure les enivremens. Voilà ce que nous faisons. Et quand nous avons ainsi, pendant quatre-vingts ans d'époques tourmentées et révolutionnées, excité la fibre sensitive des masses, quand nous leur avons mis en main l'instrument de précision, l'art de lire, qui leur fait mesurer, avec un profond désespoir, la distance qui les sépare de nous, quand les livres, les romans, les journaux leur arrachent à toute heure cette douloureuse réflexion : Ils sont bien heureux, les riches ! nous ne voulons pas que les masses élevées ainsi intellectuellement, auxquelles nous imposons le supplice de Tantale, viennent un jour nous demander, n'importe de quelle façon nous pourrions satisfaire ce vœu qui leur paraît si légitime, de nous arranger un peu, avec nos lumières, avec notre science économique, avec notre législation, notre civilisation, l'étonnant essor que le progrès a reçu du développement du génie humain, pour que son habitation soit plus saine et moins étroite, que les enfants n'y soient pas entassés comme les petites bêtes dans les terriers, pour que le capital, exigeant et cupide, ne suce pas toutes les sueurs, et qu'il puisse arriver ceci, peu révolutionnaire en réalité, qu'il y ait une disproportion moins révoltante entre la part du lion, que se fait le capital, du résultat annuel du travail des masses, et les quel-

ques miettes qui leur sont maigrement départies!

En vérité, nous nous complaisons à réaliser autour de nous une antinomie effrayante. Nous attirons la foudre par des aiguilles aimantées, nous ne nous occupons pas de donner au fluide son écoulement dans le réservoir où il doit se perdre, et nous nous étonnons qu'elle éclate sur nos têtes et nous consume. Mais c'est simplement de la démence.

Avec notre système, dans cinquante ans, l'Europe sera un foyer incandescent, comme l'Etna ou le Vésuve qui ont accumulé leurs laves pour le jour des coulées au bord de leurs cratères. Il est impossible que nous soyons plus inconséquents que nous ne le sommes. Nous avons joué comme des enfants avec une force prodigieuse, la force populaire. Il semble que nous ayons pris une vanité spéciale à montrer au peuple comment nous savions bien organiser la vie et les jouissances, pour lui dire après : O gueux ! tu verras toutes ces voluptés ; elles ne seront jamais pour toi !

Il y a des hommes plus conséquents et mieux appris que nous, qui, dans une logique irréfutable, viennent vous dire : Rendez impossible au peuple la lecture et l'instruction. Sa destinée fatale est le travail. Laissez-le dans cette vie, qui le maintient, sans aucun danger pour nous, dans le voisinage de la brute. Vous le conduirez alors par la force, par l'habileté, par la terreur. Ne se reconnaissant aucun droit, il sera heureux que la richesse lui jette quelques lambeaux,

dont il aura à se contenter. Vous prévenez par là les révolutions.

C'est d'une conséquence rigoureuse. Les retardataires voient les choses plus pratiquement que nous. Ne présentons pas au peuple l'arbre de vie. Qu'il végète éternellement dans sa sauvagerie primitive ! Alors, nous dormirons paisibles. Il suffira de lui montrer le gendarme.

Mais si cette théorie abrutissante est non-seulement odieuse, mais maintenant complètement impossible, si le mot terrible : Il est trop tard ! a sa rigoureuse application dans notre état de civilisation avancée, si les masses, comme l'aigle de la montagne saisi dans son aire par des pères, mais se dégageant, à force de s'ébattre, de leurs mains, peuvent vous dire : L'émancipation est faite, nous ne nous courberons plus sous le servage ; s'il est évident que cette émancipation est notre œuvre, notre faute, notre contradiction, c'est à nous à subir les conséquences de la situation que nous avons faite.

Il est mal à nous de crier contre les excès que nous avons provoqués de gaité de cœur, contre des vœux et des aspirations qui devaient découler des moyens de s'instruire que nous donnions aux masses ouvrières, contre des besoins de bien-être qu'elles ne connaissaient pas autrefois, pas plus que n'en ont le sentiment, sous leurs toits de chaume, nos paysans du Limousin ou de la Bretagne, et que nous avons excités

en elles, avec une maladroite insouciance de nos intérêts.

Les véritables auteurs de la révolution plébéienne ne sont donc pas les griffonneurs de *la Sociale*, des écervelés qui croient qu'un problème terrible, comme celui des rapports du travail et du capital, sera résolu haut la main, parce qu'on aura proclamé une commune dans chaque ville de la France, mais bien tous les hommes sans exception des classes privilégiées, qui sont allés à l'aveugle montrer aux masses la vie des jouissances comme le but vers lequel tous doivent se jeter, et qui, n'ayant tenu nul compte de cette sainte loi religieuse qui apprend à l'homme de se contenter de peu, d'être fort contre les voluptés, ont donné à l'homme la seule religion de satisfaire ses sens comme on le pourra; voilà les grands coupables.

Quand Napoléon III, l'ancien prisonnier de Ham, prétendant et économiste, faisait dire aux masses ouvrières par M. Castille, en 1848, que le peuple, *source reconnue de toutes les richesses*, était privé de bien-être et de droits politiques, pouvait-il croire que cet aveu terrible, sorti d'une telle bouche, après l'expérience que la plèbe avait faite deux fois de sa force en 1830 et en 1848 contre les deux royautés du droit divin et de l'élection bourgeoise, ne l'obligeait pas à entreprendre la réforme? Pouvait-il penser qu'il ne viendrait pas une heure où, s'il restaurait jamais l'Empire, il lui faudrait satisfaire pleinement le peuple en

lui assurant, dans la plénitude du pouvoir dictatorial, le bien-être qu'il reconnaissait lui être dû, s'il ne voulait pas s'exposer à tomber, à son tour, devant la colère populaire et devant ce mot terrible : Il n'a rien fait pour nous; il n'a pensé qu'à lui ?

Le César imprudent oublia ses promesses, comme les amants oublient l'éternel amour juré à la femme qu'ils ont adorée. Mais, pas plus que les femmes dédaignées, les masses n'oublient l'abandon.

Et c'est là le grief sérieux, la haine profonde et probablement irremédiable.

Cependant, quand le peuple a congédié un de ces souverains de hasard, il n'y pense pas autrement que pour se dire : Comme celui-là encore nous a floués ! Mais il ne garde guère rancune à ces vaincus. Ce n'étaient pas réellement des ennemis. Napoléon III voulait très-innocemment se faire une dynastie. C'est un hôtel assez splendide que les Tuileries, avec droit de villégiature à Saint-Cloud, à Fontainebleau et à Compiègne. Le sire était placé là par tant de millions de suffrages donnés par les conservateurs et la plèbe rurale qu'avaient stylée les conservateurs ! Il n'était coupable que du Deux-Décembre. Le reste était l'affaire du suffrage universel habilement manié.

La masse ouvrière ne faisait pas l'Empereur seul responsable du refus perpétuel de réforme, dans lequel s'obstine l'aristocratie bourgeoise, maîtresse de la France depuis 1789.

Mais c'est bien réellement contre cette bourgeoisie si puissante, à qui une loi imprudente a livré notre sort, que s'adresse la haine furieuse de la masse ouvrière. Pour être impartial, j'ajoute que nos bourgeois lui rendent largement cette haine, et que l'Assemblée de Versailles, tout arriérée et incapable que nous la reconnaissons dans sa généralité, s'oublie moins que ceux qui l'ont élue et qui, tout Blancs qu'ils se disent, ont une véritable soif du sang des Rouges. Pour le quart d'heure, on serait prêt à manger du Rouge.

Cela s'explique très-bien.

Vous avez vu que, dans l'étude des classes, il faut mettre de côté le clergé et la noblesse, durement repoussés de toute direction politique par la jalousie de l'élément bourgeois. Il me sera facile de vous démontrer que, l'élément campagnard ne pouvant ni ne voulant se mêler du conflit, ce conflit se concentre fatalement entre l'aristocratie bourgeoise et la masse plébéienne. Non-seulement il y a une question de prépondérance par l'admirable puissance du vote électoral, seul terrain sérieux et pacifique où je vous dirai que la force populaire devrait livrer son grand duel, mais il y a encore cette question urgente, douloureuse, affreuse des intérêts, qui, avec la fureur fanatique de la personnalité, rend une pacification, une trêve au moins amiable, très-difficile. Tous les avortements des grandes questions tiennent aux impatiences de ceux qui sont intéressés à leur solution immédiate.

Nous verrons, sur cela, l'erreur profonde de la théorie de la force brutale à laquelle se résout trop inconsidérément la plèbe.

Je veux auparavant poser devant vous cette thèse :
En matière gouvernementale, que veut définitivement la France?



LETTRE CINQUIÈME.

Que veut la France? Monarchie ou république? — L'élément actif et l'élément immobile. — On s'étonne de ne savoir rien de vrai sur la situation réelle de la France. — Grande fiction du suffrage universel. — Cent soixante mille familles françaises ont, de par la loi démocratique, le privilège de faire les élections rurales.



Londres, le 25 avril 1871.

Cher Junius,

Nous sommes tous ici dans l'impatience fiévreuse, les journaux sont dévorés, et les lecteurs avides vont demander à ces sibylles le secret de l'avenir. Quelques-uns croient à une fin très-prochaine de l'insurrection; d'autres affirment que la Commune, puisque c'est le nom bizarre pris par les hommes du 18 mars, a pour elle des moyens formidables de défense.

Un très-petit nombre d'Anglais, hommes calmes,

sont pour la solution amiable avec la plèbe soulevée et furieuse. Encore, est-ce bien bas, dans les salons du grand monde, qu'ils osent émettre cette opinion. Ce sont ceux qui comprennent qu'il faut aborder sérieusement la réforme, laquelle, pacifiquement et à la longue, sans ces secousses effrayantes qui dévorent notre vie et nous ruinent pour une génération, devra résoudre le problème social.

Quant à l'immense majorité, elle est pour la répression implacable. Selon ces hommes d'ordre, il faut, une fois l'ordre matériel rétabli, déporter en masse et rendre la terreur à ceux qui nous ont imposé la terreur, proscrire, impitoyablement proscrire. Un ambassadeur étranger me disait : « Il vous faudrait, en France, un général qui ne reculerait pas devant l'idée de se baigner dans le sang jusqu'à la poitrine. » Je dois ajouter que cet énergique diplomate représente un pays où le sabre est le seul procédé gouvernemental. Un bourgeois de Paris, émigré à Londres, qui ne voudrait pas de la royauté de droit divin, mais qui accepterait au hasard ou un d'Orléans ou la restauration napoléonienne, me disait : « La déportation de cinquante mille individus sauvera la France. » Comme il faut peu de chose à ces honnêtes politiques ! Je trouvai celui-ci modéré. Les proscrits du 2 décembre s'élevèrent à quatorze mille ; et les exploits de MM. Assi, Félix Pyat et autres ont été si illustres qu'on peut bien décupler l'expiation imposée aux efforts de la plèbe, malheu-

reuse de n'avoir eu sous la main que de tels hommes pour l'aider à conserver une forme de gouvernement dans lequel elle entrevoyait une lueur d'espérance.

Mon ami, les émigrés de tous les temps et de toutes les causes n'apprennent et n'oublient rien. En étudiant les archives communales de quelques grandes villes de France, j'ai trouvé les lettres saisies des émigrés de la grande révolution, qui promettaient, avec unanimité, de revenir bientôt, la cravache à la main, remettre à leur place les insolents devant lesquels ils avaient fui.

Et vous savez quel effondrement a répondu à ces bravades !

Je vous ai promis de traiter cette thèse : Que veut la France ? la république ou la monarchie ? que veulent les villes, toutes les villes ? que veulent les campagnes ?

Faut-il sacrifier l'élément actif, progressiste, en qui se développe le génie national, où rapidement s'élève le niveau intellectuel, tout en accomplissant les merveilles de l'industrie et de l'art, au sein duquel naissent et se produisent nos orateurs, nos poètes, nos écrivains, nos penseurs, nos publicistes, nos inventeurs, nos artistes, nos spéculateurs, à l'élément immobile, intellectuellement neutre, pris dans le cercle de fer des traditions patriarcales, n'apercevant de la vie de l'humanité que le côté rigoureusement matériel, la bonne récolte de l'année qui se présente, le haut prix du bœuf, du veau et du porc, l'écoulement des vins, toutes choses,

quand elles sont prospères, dont il ne manque pas de faire honneur au gouvernement, comme il attribue à la lune les gelées printanières ?

Certes, ces honnêtes agriculteurs méritent tout notre intérêt. Comparés homme à homme, malgré leur profond égoïsme, ils ont en valeur morale une coudée de plus que les écervelés de Belleville, même que les fruits secs de la littérature et de l'économie politique devenus des Lycurgues à l'Hôtel-de-Ville. Mais comme élément social, je les connais assez pour savoir qu'ils en sont encore au point où en étaient, à la période lacustre, les Celtes sauvages qui se bâtissaient leurs maisons sur pilotis, aux bords des lacs, afin d'éviter, la nuit, les loups et les ours de leurs forêts. Je sais assez leur langue pour être parfaitement convaincu que les premiers mots du grand problème qui tourmente la classe ouvrière ne sont pas entrés dans leur terminologie, et que ces mots terribles qui sont toute une longue et douloureuse révolution : lutte du travail et du capital, résonnent à leur oreille exactement comme ceux-ci : Abracadabra, ou bien : Mané, Thécel, Pharès.

Dans les Charentes, l'une des contrées les plus riches du Midi, où le paysan est un demi-bourgeois, parle français, sait lire, se bâtit une maison propre et aérée, toute la science politique est arrivée à la hauteur de ce mot : « Nous voulons un maître. » Ils ont cru, en 1848, que les *Partageux* de Paris, de pauvres ouvriers sans travail qui se rendaient chacun dans son pays et dont quel-

ques-uns sont morts de faim en suivant nos routes, parce qu'on leur a refusé dans les villages un morceau de pain, venaient dans le pays pour couper leurs blés et les enlever ensuite. Et récemment, quand l'Empereur proposa son célèbre plébiscite, ils ont dit : « Que voulez-vous ? il a voulu être empereur, nous l'avons fait empereur. Maintenant il veut être plébiscite, nous allons le nommer plébiscite. »

Cela est triste à dire, mais l'élément rural, compris intellectuellement, ne sera, de beaucoup d'années encore, au niveau de la moindre action politique ayant quelque valeur. Voyez ce qu'il a compris des destinées de la France, chaque fois qu'il a été consulté. Le premier vote rural, en 1848, fut très-nettement pour la République ; le second vote fut en grande partie contre la République. Après le coup d'État, il acclame la dictature impériale. A la suite de l'Empire, il fait une Chambre de monarchistes qui peuvent nous donner Henri V ou Louis Philippe II. Demain on lui proposerait de reprendre Napoléon III, que, sans se douter de la contradiction avec le vote précédent, il donnerait plus de suffrages à cette nouvelle dictature, qu'il n'en a donné aux hommes de la Restauration et de l'Orléanisme. Disons mieux. Un soldat de fortune, un fils de Soulouque, capitaine dans nos armées, devenu général, au milieu de nos étranges luttes, se ferait proclamer empereur par une révolution militaire, que le vote rural serait pour Soulouque II, empereur nègre, comme

il l'a été pour Napoléon III, neveu de son oncle.

Un dernier trait de la capacité électorale. Dans l'un des départements que j'ai cités tout à l'heure, un avocat plaisant d'une petite ville, qui avait de l'influence dans une commune du voisinage, proposa parmi les candidats aux élections, après 1848, le général Bertrand, compagnon de Napoléon à Sainte-Hélène. Les paysans votèrent comme un seul homme pour le général Bertrand. Seulement Bertrand était mort depuis plusieurs années. Un empereur romain fit son cheval consul. La plèbe rurale ferait député je ne sais quoi.

Les républicains qui ont voulu le suffrage universel étaient, comme nous le sommes toujours en France, des chercheurs d'absolu. Ils ont fait d'un principe fécond, une application dangereuse. Le suffrage universel devait être limité par des conditions d'âge, d'établissement, de domicile sérieux, de capacité, d'existence indépendante. L'adolescent de vingt et un ans est un singulier électeur. Ce ne serait pas trop de trente années pour avoir le droit de jeter son bulletin dans l'urne. L'ouvrier qui n'a pas d'établissement fixe, errant de ville en ville, ne représente aucun intérêt sérieux. Le domestique a aliéné sa liberté; il ne s'appartient pas; il est trop heureux de plaire, en demandant au maître pour qui il devra voter. Il sait bien que cette galanterie faite à l'opinion politique de la maison qu'il sert, lui sera comptée aux prochaines étrennes. L'ignorant qui ne peut pas écrire sa liste dans le bureau même, a-t-il le

moyen de juger ce que sont les hommes pour lesquels on lui met en main une liste imprimée? Il est évident que l'organisation actuelle du suffrage universel est complètement vicieuse. C'est un instrument aveugle qui peut favoriser ou les extravagances de quelques utopistes meneurs, ou les idées rancunières et retardataires des imprévoyants et des satisfaits.

On peut dire que le suffrage universel, tel qu'il est pratiqué en France depuis son arrivée au monde en 1848, jusqu'à l'élection de la Chambre actuelle, qui s'est d'abord réunie à Bordeaux, et qui, de Versailles, gouverne si étrangement ce qu'on n'ose appeler nulle part la République française, est une véritable fiction. Comment croire ensuite les hommes qui viennent vous dire : Les élections ont été parfaitement libres. Elles ont envoyé une majorité monarchiste. Donc la France veut la monarchie. — Il ne manque à cette belle logique, irréfutable dans ce syllogisme en apparence si concluant, qu'une seule chose, c'est que les électeurs, pour le plus grand nombre, étaient incapables de juger s'il fallait ou non une monarchie à la France.

L'amiral anglais N..., un esprit fort judicieux, me disait dans un salon de Londres : « On ne comprend rien à vos affaires de France. Comment savoir le vrai sur votre pays? Vous parlez beaucoup; vous écrivez beaucoup; et, malgré cela, la clarté ne se fait jamais. »

J'ai été frappé de la justesse de cette réflexion : elle

est sage, et d'un fin observateur. Nos esprits français, si primesautiers, si gracieux, manquent complètement d'intuition et de profondeur. Ils se plaisent à ne voir, pour ainsi dire, que le vêtement des choses. Aussi sont-ils, en général, de très-mauvais appréciateurs des événements politiques. Et il est très-rare que d'un entretien avec un homme qui s'occupe du mouvement actuel et qui le suit avec une attention fébrile, même passionnée, il découle pour vous un peu de lumière. Nous jugeons trop à la surface. -

Si, en effet, nous prenons les grands événements passés, dans leur apparence, que voyons-nous? La France se prononçant pour la monarchie, puisqu'elle nomme une chambre où se trouvent en majorité les partisans de la monarchie de droit divin vaincue en 1830, et les représentants de la royauté bourgeoise vaincue en 1848. Deux éléments contradictoires, mais produisant la même résultante. Donc il fallait se hâter de donner un roi à un tel peuple.

« Faites un roi, messieurs, faites un roi !
D'un roi toujours la matière se trouve. »

Tout cela paraît d'une simplicité extrême. Mais les faits vont être en contradiction patente avec la logique de la prétendue idée représentée. M. Thiers, qui sait mieux la philosophie de l'histoire que ses honnêtes collègues de l'Assemblée, leur fait comprendre

que, pour le quart d'heure, c'est plus difficile qu'il ne paraît de donner un roi à la France.

— Comment cela? Nous ne sommes donc pas la France? Nous sommes la majorité : nous représentons la nation.

— Oui, en apparence; en réalité, non.

— Comment donc?

— Vous ne représentez que l'élément rural. Les villes ne veulent pas d'un roi.

— Ah!

Dès lors M. Thiers conseilla à ses chers collègues de *garder la République comme le gouvernement qui nous divisait le moins*, charmant euphémisme, pour cacher à l'assemblée qu'elle ne représentait rien en réalité.

C'est en effet le rôle ridicule de cette assemblée, ce qui en a fait l'objet des railleries de ce peuple parisien si gaulois, d'être l'assemblée unique, omnipotente, pouvoir législatif, pouvoir exécutif, d'une grande nation, de représenter les tendances monarchistes d'une majorité considérable et de maintenir par peur, malgré elle, en rongant son frein, une forme de gouvernement, la République, dont elle a une invincible horreur.

Et il n'a pas été difficile à M. Thiers de montrer la situation vraie à ses chers collègues frémissants d'impatience, mais dévorant leur honte.

Si nous examinons les choses au fond, le mirage qui nous avait séduits d'abord s'échappe devant le regard.

Et la prétendue France monarchiste ne se trouve pas que la conviction très-honorable de cent soixante mille familles habitant les campagnes et ayant fait voter comme elles l'entendaient les campagnards. En effet, sur les millions de suffrages qui ont élu si librement cette assemblée, il faut savoir qu'en défalquant certaines sections rurales annexées aux villes, la masse des suffrages dans toutes les villes, qui évidemment forment l'élément vital d'une nation, s'est portée sur les candidats de la démocratie. C'est-à-dire que, si l'élément neutre, inconscient, politiquement incapable, eût été évincé, la Chambre actuellement à Versailles serait une Chambre sérieusement républicaine, siégeant paisiblement au sein de Paris, protégée et aimée de la population éminemment démocratique, au lieu d'assister honteuse au bombardement inutile de Paris, bombardement dont elle reprend l'odieux sur les Prussiens, et d'être la triste occasion de la plus déplorable des guerres civiles.

Réciproquement, si Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille, jusqu'à la plus petite ville chef-lieu de canton, n'eussent pas dû participer au vote, l'immense majorité des campagnes eût jeté aux urnes les bulletins que lui eussent mis en main les hommes qui en sont les guides naturels, légitimistes ou orléanistes. Cela eût été très-logique. Des hommes considérés et honnêtes, qui vivent au sein de leurs domaines, sont bien légitimement consultés par la population rurale, qui a le bon

sens de reconnaître qu'étant incapable de rien comprendre à la politique, il est tout simple que, pour cela, elle aille aux renseignements auprès des hommes dont elle sait l'intelligence, l'esprit d'ordre, l'honorabilité.

Or, il y a en moyenne, sur les 40,000 communes rurales de France, trois ou quatre familles jouissant de l'estime générale qui sont, dans chaque commune, inévitablement consultées par les électeurs ruraux, la veille d'une élection.

D'où il arrive ceci, et c'est très-intéressant comme statistique politique de la France, que ce sont quatre électeurs influents par commune, en moyenne, soit 160,000 électeurs lettrés, pour toute la France, qui, par le fait qu'ils habitent les campagnes, ont reçu de la loi sur le suffrage universel le privilège gigantesque de jeter dans les urnes, par les mains des colons et des villageois de leur voisinage, les cinq ou six millions de bulletins qui ont fait la Chambre monarchiste de Versailles, gouvernant républicainement la France par l'illustre et célèbre M. Thiers.

Je viens de vous faire toucher du doigt comment s'est accomplie la curieuse opération. Et cela est indiscutable : les faits se sont passés ainsi. Je les ai vus en observateur, dans le centre même de la France. Dites-moi s'il y a rien de monstrueux et de stupide comme une loi faite par des démocrates, et ayant pour logique rigoureuse de saper radicalement par la base la démocratie.

Souvenez-vous, Junius, des élections qui avaient lieu sous le second Empire. Le rouage fonctionnait avec la même simplicité. On disait aux campagnes : Voulez-vous une révolution ? Voulez-vous les Rouges ? Voulez-vous que les affaires s'arrêtent, que le commerce n'aille plus ? Votez contre les candidats du gouvernement. Voulez-vous la continuation de la tranquillité, les bonnes affaires, le commerce florissant ? Votez pour les hommes du gouvernement. — Rien n'était pratique comme ce procédé dont on s'est tant réjoui pendant les vingt années du second Empire. Il suffisait du garde champêtre, celui-ci ayant reçu le mot d'ordre du maire parlait individuellement aux paysans, leur portait le terrible dilemme ; et ils votaient comme un seul homme pour l'Empire.

Vous le voyez, les élections telles qu'elles se pratiquent par le fait du suffrage universel sont une immense et formidable supercherie. Les hommes de bonne foi, les étrangers surtout se trouvent fatalement pris au piège. Il ne peut pas leur venir à l'esprit qu'une loi en apparence profondément démocratique ait pour résultat immédiat de faire voter l'absolutisme et la dictature. Ils ne savent pas que la loi met le vote entre les mains d'une classe incapable et, encore peut-être pour longtemps, en état visible de minorité intellectuelle au point de vue politique.

Mais, me direz-vous, si ces paysans sont légitimistes, rien de plus juste que de les laisser envoyer à la

Chambre des députés légitimistes. — Assurément. Mais ce qu'on ne sait pas, c'est qu'à part quelques localités très-reculées de la Bretagne, du plateau central et du Midi, les campagnes en France, pas plus que les villes plébéiennes, ne veulent de la légitimité. C'est au cri de : Vive l'Empereur ! que les payans périgourdins, ont, à Hautefaye, fait brûler vif l'honorable M. de Moneys, regardé par eux comme ennemi de l'Empire. Cette scène de cannibales ne fut pas l'œuvre isolée de quelques sauvages. Le drame lugubre s'est passé devant trois mille personnes, un jour de foire où avaient rayonné de deux lieues à la ronde tous les honnêtes paysans de la contrée. Le maire assista timide et impuisant au honteux assassinat. Cette population immense n'avait qu'à dire un mot, faire un signe, et les furieux abandonnaient leur victime. Tous laissèrent froidement s'accomplir l'œuvre digne des Peaux-Rouges. C'était un noble, un ennemi de l'Empereur que l'on brûlait. Tant pis pour lui !

Aux curieux débats de cette affaire, nul de ces cannibales du XIX^e siècle, qui votaient comme un seul homme pour le régime impérial, n'a témoigné devant le jury l'ombre d'un regret. Tous étaient convaincus que si l'Empire ne fût pas tombé, ils n'eussent été l'objet d'aucune poursuite. Vous en conviendrez, des conservateurs de cet ordre ont assez l'allure des communistes rouges de Paris les plus fougueux. Les gredins se sont fait défendre aux assises par un avocat de talent

très avancé en démocratie. Et après la lâcheté de l'assassinat, ils avaient la bassesse d'attendre que la République leur ferait grâce. Leurs têtes, à Hautefoy même, ont roulé sur l'échafaud. La délégation de Bordeaux a été impitoyable pour ces Jacques rôtisseurs de nobles ; et je sais qu'à Bordeaux, c'est Gambetta lui-même qui a insisté pour que nulle commutation de peine ne leur fût accordée.

Vous reconnaissez que voilà de singuliers monarchistes.

Je puis vous citer un second fait plus significatif encore, et qui s'est passé trois ou quatre ans à peine avant la chute du second Empire.

Les paysans des Charentes, entre Jonzac et Barbezieux, se mirent un beau jour en insurrection, et commencèrent une jacquerie qui prenait déjà des proportions formidables. Or ces paysans ne sont nullement républicains ; et les hommes intelligents du pays qui peuvent être démocrates, n'ont absolument aucune influence sur eux. La démocratie fut complètement étrangère à ce curieux soulèvement.

Voici les faits :

Depuis quelques années, les paysans avaient vu la noblesse du pays mettre des armoiries seigneuriales sur les vitraux qu'elle donnait aux églises. C'était évidemment pure affaire d'art : la politique n'y entraît pour rien. On avait bâti quelques châteaux avec tours crénelées, girouettes et écusson. De là à con-

elure à un retour vers l'ancien régime il n'y avait qu'un pas. Il y eut à faire une élection dans la Charente-inférieure.

Un candidat orléaniste se présentait, le comte Duchâtel, fils d'un ancien ministre sous Louis-Philippe. Le gouvernement impérial voulut combattre cette candidature. Il envoya de Paris un agent accrédité auprès des autorités départementales, tout chamarré de croix, qui travailla la matière électorale, style du temps. Il vit les juges de paix, les maires. En France, il faut un mot qu'on jette aux masses comme un épouvantail, le mot fut celui-ci : Si vous votez pour M. Duchâtel, vous votez pour les anciens partis. Messieurs les juges de paix, messieurs les maires, comprirent ; mais les paysans n'eussent rien entendu à cet hébreu. On traduisit la chose en langue paysannesque, et on leur dit : Voter pour M. Duchâtel, c'est voter pour les nobles et pour les prêtres.

Ceci, qui n'était plus une abstraction, mais quelque chose de concret sous les yeux de la bête humaine appelée le paysan, fut admirablement saisi ; et, dans une traduction plus libre encore, les agents du gouvernement disaient aux paysans : Voter pour M. Duchâtel, c'est ramener les dimes et les rentes. — On avait mis la mèche aux poudres.

L'aventure est des plus curieuses et des plus plaisantes, quoiqu'elle ait manqué de faire couler le sang.

Dans une très-petite paroisse, sur les confins des

Deux-Charentes, un prédicateur, venu de la ville épiscopale, prêchait. Le peuple est avide de paroles : nous sommes toujours gaulois. Le public était nombreux, et l'orateur, fort content de lui-même et de son auditoire, terminait toutes les longues périodes de son sermon par cette parole politiquement inoffensive : *Jésus-Christ est roi*. La grande et pacifique royauté des âmes dont il voulait parler, c'était un idéal que nul de ses rustiques auditeurs ne pouvait comprendre. Il se trompait de pays. Mais comme ce mot *roi* revenait perpétuellement dans le discours, quelque avocat de village dit à ses voisins : Vous voyez bien que les prêtres prêchent les rois et veulent ramener l'ancien régime avec les dîmes et les rentes. — Il n'en fallait pas davantage. L'émeute commence. On renferme le prédicateur et le curé dans l'église. Ce fut un véritable désordre, une violation de la loi sur la liberté des cultes. La petite affaire fut déférée à la justice de paix, qui fut indulgente, et l'on pensa que tout serait fini. Quelques jours après, les mêmes hommes, dont la tête s'était montée, se trouvent à une foire du voisinage. Les blancs campagnards, métamorphosés en rouges, parlent beaucoup des événements antérieurs. Ils affirment que dans l'église du lieu il y a un tableau — reprenez le mot — qui a les fleurs de lis, preuve évidente du retour de l'ancien régime, et que le maître du château voisin, donataire du tableau, nourrit des lions dans le clocher de l'église pour faire dévorer le peuple.

On se précipite alors vers l'église. Le vitrail, en effet, que les paysans appelaient le *tableau*, avait des fleurs de lis. Mais c'était une branche de lis que l'artiste avait mise à la main du bon saint Joseph représenté dans le vitrail. Naturellement, les lions, que le boucher de l'endroit, payé par le seigneur du château, était accusé de nourrir, ne se trouvèrent pas dans le clocher. On céda à l'orage; on promit aux paysans de faire enlever le vitrail par des ouvriers, et de ne pas nourrir de lions pour manger le pauvre peuple.

Mais les bruits de ces deux affaires sans grande importance, allèrent en grossissant. Les prêtres furent menacés, insultés, dans un assez grand rayon comprenant une partie de la Charente, de la Charente-inférieure et de la Gironde. On allait chez eux faire des perquisitions pour trouver le *tableau*. On avait, je ne sais comment, mêlé l'impératrice Eugénie à cette affaire de tableau. Ce fut au nom du *tableau* que la jacquerie s'exerça avec violence. Un curé fut saisi par son vêtement sacerdotal, en pleine église, par des femmes furieuses. Trainé dehors, il parvint à se réfugier dans son presbytère. Le presbytère fut envahi par la population exaltée. Il se sauva par le toit et alla se blottir sous du foin dans l'étable d'une maison voisine, où nul ne le soupçonna. Il y fut trouvé le lendemain par la gendarmerie libératrice, à demi mort de frayeur et de faim. Il n'avait pas mangé depuis l'avant-veille.

Le gouvernement impérial fut très-doux pour ces Jacques qui le servaient trop fidèlement. — Comment voulez-vous, disait le préfet de la Charente-inférieure au procureur impérial, que nous demandions la sévérité de la loi contre des gens qui crient : Vive l'Empereur! — Ceux que l'on condamna pour la forme furent graciés quelques jours après.

Cet épisode, fort peu connu, — le gouvernement ne se vanta pas de ces sympathies si menaçantes pour l'ordre, — nous peint l'esprit de nos campagnes. On ne les guérira pas de la peur du noble et du prêtre, qu'elles jugent travaillant toujours à ramener cet ancien régime dont leurs pères et leurs grands-pères leur ont parlé avec tant d'effroi. Evidemment leurs sympathies ne sont pas pour la monarchie légitime et la loi salique. Si un plébiscite était posé dans toute la France en ces termes précis : Voulez-vous Henri V pour roi? il n'y aurait pas dans les urnes rurales au delà de cinq à six cent mille votes affirmatifs.

Quand le paysan consulte, pour les élections, le gentilhomme de son voisinage ou le riche bourgeois, c'est surtout comme hommes d'ordre et de paix qu'il leur donne sa confiance. Le jour où on lui dirait bien ouvertement : Il faut voter pour Henri V, — le paysan aurait peur et n'irait pas à l'élection, ou bien il y porterait un vote négatif, sous l'influence des répulsions traditionnelles. Les députés envoyés à l'Assemblée de Bordeaux avaient, dans la pensée des masses,

un mandat unique, celui de travailler comme hommes d'ordre et de paix. Ils l'ont si bien senti que, par un instinct qui trompe rarement les assemblées, ils ont maintenu en reehignant la forme républicaine, tout en se comptant très-bien et sachant qu'en majorité ils étaient monarchistes.

On leur reproche aujourd'hui, avec une grande apparence de raison, dans les feuilles impatientes de voir tomber ce fantôme de république, qu'ils nous maintiennent malgré eux, d'être faibles et inconséquents. L'accusation est très-forte. Seulement, ils n'ont pas le courage de dire à la tribune : Nous eussions soulevé toute la France si nous eussions voulu mettre à profit la chance non calculée qui nous a mis en main le pouvoir.

Voilà donc le vrai sur cette question si mal comprise des élections françaises. Une dernière preuve est celle-ci, que Napoléon III, malgré les hontes de 1870, aurait encore, dans le suffrage rural, plusieurs millions de voix, si les paysans devaient répondre oui ou non par un plébiscite ainsi posé : Voulez-vous encore pour empereur Napoléon III ?

Notez bien que ce vote n'aurait aucune signification politique ; ils se diraient entre eux : — Nos bœufs, nos chevaux se vendront mieux. — Pas d'autre patriotisme que celui-là, pour le quart d'heure, dans la plèbe rurale.

C'est de cette façon que la France est monarchiste :

par une fiction qui a réuni les votes de plusieurs millions d'hommes entre les mains de quelques électeurs. Les hommes de 1848, hommes à courte vue, ne se sont pas douté qu'ils créaient pour 160,000 Français, nobles ou non, par là même qu'ils vivaient au milieu des campagnes, le splendide privilège de faire à leur guise toutes les élections. Tels sont, à l'heure présente, les maîtres du pays, mais timides, sentant le sol leur manquer sous les pas, divisés entre eux par un dissentiment profond. Nous verrons cette situation non tenable. Aussi comme, placés dans le faux, ils mènent misérablement les destinées de la France.



LETTRE SIXIÈME.

Position insoutenable de l'assemblée monarchiste. — Deux grands partis irréconciliables la divisent. — Royalistes purs. — Royalistes orléanistes.



Londres, le 27 avril 1871.

Cher Junius,

Pour le moment, les accusations les plus terribles contre l'assemblée de Versailles ne viennent pas des démocrates, qui l'ont jugée et qui n'en veulent à aucun prix, mais des monarchistes loyaux et de bonne foi, qui ne peuvent s'empêcher d'apercevoir et de signaler hautement, même avec une certaine amertume en apparence fort légitime, la monstrueuse contradiction où se trouve et par conséquent se perd cette assemblée.

Elle devait logiquement proclamer un roi. Le chef-

fre énorme de la majorité monarchiste une fois connu, deux ou trois jours après les élections, il n'y eut qu'un cri dans toute la France, autant du côté des démocrates vaincus que des monarchistes qui venaient de manœuvrer si habilement : Dans huit jours, nous aurons un roi !

La question napoléonienne fut vidée avec un bel entrain. Cinq ou six voix opposantes montrèrent que l'opinion unanime des blancs et des rouges était très-bien que la dynastie avait vécu. Ce fut le seul acte de vigueur de cette compagnie, composée sans aucun doute de gens très-honnêtes, mais de véritables épiménides qui en étaient, les uns, au royalisme pur de 1815, les autres, au royalisme bâtard de 1830.

Ce dont on ne s'est pas vanté dans la Chambre nouvelle, pas plus que dans les journaux qui représentent les deux idées du parti de la majorité, c'est que ses membres sincèrement monarchistes sont profondément divisés par une question de principe. Les royalistes purs ont le droit demander le comte de Chambord, le loyal et doux comte de Chambord, qui représente la vraie royauté, la vraie monarchie, celle de saint Louis, de Louis XIV, même la royauté constitutionnelle telle que la comprit Louis XVIII. Il y a eu, sous la race capétienne, la monarchie des Etats, qui était, pour le moyen âge barbare, une espèce de royauté constitutionnelle.

Mais cette monarchie ne peut aller aux monarchistes libéraux de 1830. Pourquoi ?

Là est le dissentiment profond.

Je tiens de renseignements de première valeur, que le comte de Paris, le futur Louis-Philippe II, si les orléanistes triomphent, est formellement déterminé à ne jamais accepter ce qu'on appelle la fusion, c'est-à-dire l'appoint apporté au royalisme libéral par les hommes de la légitimité (1).

Voici les raisons qui prouvent l'habileté de ceux qui le conseillent.

— Nous sommes, à la mort du petit-fils de Charles X, les héritiers naturels de la couronne de France. Nous ne voulons jamais invoquer ce droit. La France n'appartient à personne, pas plus au comte de Chambord qu'à nous. Les Français s'appartiennent. En 1830, par une acclamation universelle, ils ont pris pour roi Louis-Philippe, notre aïeul. Il n'a pas été roi de France, mais roi des Français. C'est comme roi des Français que la couronne peut arriver à un d'Orléans, au moyen d'une seconde consécration du vote national, lequel engage ceux qui acclament, et nullement par un droit héréditaire qui est tombé sur la place de la Révolution avec la tête de l'infortuné Louis XVI. Accepter aujourd'hui les droits héréditaires que résignerait Henri V par une abdication, ce serait légalement, pour le nouveau souverain, devenir un Henri VI

(1) Au moment où ces lignes s'impriment, on s'obstine à soutenir qu'on a vaincu les répugnances de la famille d'Orléans et que la fusion est réellement faite. Cela me surprendrait, s'il faut être surpris de voir presque toujours arriver en France l'improbable et l'impossible.

ou un Louis XX, ce serait ramener logiquement le vieux système que la bourgeoisie française a repoussé en 1830 au moyen d'une révolution, ce serait accepter une solidarité avec les hommes qui, proposant, malgré Chateaubriand et les esprits d'élite du royalisme, le droit d'aînesse et la loi sur le sacrilège, montraient clairement que le gouvernement constitutionnel n'était, à leurs yeux, qu'une fiction sous laquelle ils voulaient voiler une imitation de l'ancien régime. Or, les d'Orléans ne peuvent être, sous peine d'une impopularité subite et irremédiable, des rois d'ancien régime. Voilà pourquoi nous repoussons formellement l'abdication que nous proposerait le comte de Chambord.

Telle est la politique rationnelle du comte de Paris. Vous en comprenez de suite la portée. Elle est profondément blessante pour le plus grand nombre de ces privilégiés, que je puis appeler les grands électeurs des campagnes, qui ont toujours repoussé Louis-Philippe en raison de son origine révolutionnaire et qui disent logiquement à leur tour : Tant qu'à avoir un gouvernement démocratique, nous préférons une république qui le sera ouvertement, à une monarchie orléaniste qui ne sera qu'une république déguisée.

Il y a donc, vous le voyez, scission complète et radicale entre les royalistes purs et les royalistes de l'orléanisme. Ces derniers disent, comme le comte de Paris, qu'ils ne veulent pas se rendre impossibles dans

les élections futures, auprès des libéraux, en acceptant une fusion dont leurs électeurs repoussent énergiquement les conséquences.

En un mot, il s'agit, pour la chambre orléaniste, de se décider à prendre l'héritage d'un gouvernement d'ancien régime en acceptant le concours des royalistes purs, et, pour les royalistes purs, de renier tous leurs principes en légitimant tout le passé de Louis-Philippe et le procédé révolutionnaire qui, en le portant sur le trône, a été une seconde décapitation de l'antique royauté dans la personne de Charles X jeté en exil.

Ceci est donc grave, très-grave. Vous avez le mot de cette énigme de M. Thiers : « La république est encore le gouvernement qui nous divise le moins. » Le napoléonisme une fois solennellement évincé par le vote de Bordeaux, restent évidemment, aux yeux de la chambre omnipotente, les deux seules solutions sur lesquelles ses deux grandes fractions ne peuvent en aucun point transiger sans que l'une des deux disparaisse immédiatement, le libéralisme-orléanisme s'évanouissant comme une vapeur s'il repousse la branche usurpatrice en 1830, le royalisme pur se déjugant d'une manière honteuse, en acceptant les faits de révolution et de supplantation entre membres de la même famille, qu'elle a repoussés par principe et par honneur.

J'ai donc raison de vous dire qu'il y a un abîme

entre les deux grandes fractions monarchistes. Je suppose que le chiffre des monarchistes soit de 300 à la Chambre, pure hypothèse. S'ils se divisent par nombre égal, ils ne sont plus que que 150 dans chaque parti, ce qui ne dépasse pas de beaucoup le parti démocratique plus ou moins avancé de l'assemblée. Alors toutes les chances se trouvent changées; il y a équilibre presque entre les forces : démocratie, royalisme pur, royalisme-orléanisme.

Si vous ajoutez à cela le fond de rivalité permanente entre la classe noble et la classe bourgeoise, entre les fils de ceux qui sont tombés sous le triangle d'acier du citoyen Samson, ou qui sont morts en exil, et les fils de ceux qui vendaient les châteaux, dépeçaient les beaux parcs, et en achetaient les lambeaux à vil prix, de plus les haines des bourgeois qui font l'aristocratie nouvelle luttant de richesse, de luxe, de manières avec l'ancienne aristocratie, vous avez un antagonisme, de meilleur ton sans doute, mais presque aussi radical que celui qui sépare chacune de ces fractions, prise isolément, de la fraction démocratique prête, si elle le pouvait, à les mettre l'une et l'autre hors de cause.

Je viens de vous montrer à nu les profondes misères de l'assemblée improvisée après l'armistice. Elle ne peut faire rien. Son moment est passé. Si M. Thiers, en sa qualité de Provençal, a voulu finement la jouer, il a fait là un coup de maître que l'histoire devra recueillir.

lir. Cet esprit si délié, qui a tant vu, tant comparé, n'a pas eu besoin de prendre doubles lunettes pour se convaincre qu'il n'avait pas devant lui les éléments d'une chambre sérieuse. Cette conviction une fois bien faite, il a trouvé le joli mot que vous savez, et l'on prend les Français, comme les oiseaux à la glu, avec les jolis mots. Il continue de tenir ces bons provinciaux sous le charme de sa parole. Quand ils s'impatientent, et sont près de nous lâcher le grand remède aux maux de la France, M. Thiers, qui ne croit pas à l'efficacité de ce remède, leur serre un peu le frein. « Je suis très-libéral, messieurs, mais l'assemblée est plus libérale que moi. » Le compliment arrête l'explosion prête à se faire ; et la prétendue république dont M. Thiers est le président, fort intelligent, je l'avoue, continue de vivre quelques jours de plus encore.

Vous vous demanderez, comme je me le demande à moi-même, ce que peuvent réaliser de sérieux, dans la terrible crise où se trouve la France, des éléments d'une telle inconsistance, comme ceux dont je viens de rechercher avec vous la vitalité sociale, la classe des hommes des champs, et l'assemblée nommée par ces hommes. Vous n'avez pas dix députés, dans le côté rural de l'assemblée, qui aient la première notion du problème social posé si effrayant devant l'Europe.

Toujours et partout, dans les grandes crises, surgissent les impuissants.

LETTRE SEPTIÈME.

La démocratie. Sa force. — Sa faiblesse. Une idée de génie



Londres, le 29 avril, 1871.

Cher Junius,

Un homme marquant, dont vous n'avez pas autant que moi gardé le souvenir, Fiévée, un publiciste de la Restauration, qui aimait profondément la monarchie, mais qui ne la flattait pas, disait, en plein règne de Charles X : « La démocratie coule à pleins bords. » Et il montrait la démocratie découlant de la logique de l'histoire, de toutes les logiques celle que repoussent, tant qu'ils le peuvent, les partis qu'elle irrite et in-

commode, mais dont elle finit toujours par être victorieuse.

Que dirait aujourd'hui l'ardent royaliste, s'il voyait la France urbaine telle que soixante ans de vulgarisation des idées démocratiques nous l'ont faite? Le loyal publiciste donnerait aux désireux d'une couronne le sage conseil de renoncer à une prétention impossible, s'ils avaient la pudeur de ne pas vouloir exposer un noble et beau pays aux déchirements périodiques des révolutions.

Songez donc que nous avons cinq cents villes en France, cinq cents foyers où bouillonne, comme la lave dans les cratères, le sentiment démocratique, le sentiment, entendez-vous? et, en politique, le sentiment décuple les forces des opinions. Voyez la légitimité : elle est numériquement insaisissable en France. Les dernières élections vous ont prouvé son énergie. Elle avait envoyé ses fils former l'armée inutile, mais chevaleresque, de Pie IX. Elle les a poussés sur les champs de bataille contre l'invasion du Nord ; et je suis bien sûr que nul de ceux-là, de pauvres enfants quelquefois, n'a fui ni ne s'est couché dans les fossés, comme la plèbe rurale. C'est qu'ils avaient un sentiment, une foi politique. Cette foi-là, comme la foi religieuse, renverse les montagnes, c'est-à-dire ne s'arrête jamais et change le monde.

Or, la démocratie, sortant de ses cinq cents cratères, a une foi puissante dans son avenir ; elle a une énergie

folle, brutale, dévergondée; elle hait la discipline; elle commet des fautes colossales; elle a des heures d'abattement incroyables, des époques de surexcitation violente. Dans sa vigueur fougueuse, elle brave tout, elle compromet tout. C'est la pure force, inconsciente de ce qu'elle fait, mais brisant autour d'elle, comme la locomotive qui broie, sans le savoir, s'ils tombent sous ses roues, les hommes dont le génie en a combiné le merveilleux chef-d'œuvre. La démocratie, telle qu'elle couve, grandit et se développe dans ses langes grossiers, n'est plus maintenant une opinion politique, — qui dit opinion dit sentiment examiné, calculé, adopté, — c'est un élément. Que des savants, dans les académies, fassent le calcul d'enlever à l'air Pacide carbonique qui le vicie dans l'atmosphère, la nature se rira des savants. Purifiez l'air tant que vous pourrez; mais, aux éléments, n'y touchez pas. La démocratie est l'œuvre des siècles. Le premier grand démocrate des temps modernes, quand tout dormait durant les splendeurs de Versailles, était un prêtre; et ce prêtre, Fénelon, élevait un petit-fils de Louis XIV pour le préparer à vivre au milieu de la démocratie nouvelle, que ce beau génie voyait se former dans la France sortie des ténèbres du moyen âge, et commençant déjà son œuvre d'initiation par les livres. Lui-même écrivit le *Télémaque*, que Louis XIV avait bien raison de vouloir brûler. Ce sont les livres, tous les livres, Virgile, Horace, Corneille, Boileau, La Fontaine, comme tous les

autres, qui ont fait la démocratie. Le journal, ce livre qui se fait toutes les vingt-quatre heures, est le pain vivace et quotidien de la démocratie. Le plus arriéré, le plus conservateur hâte l'œuvre terrible, comme le plus fougueux, le plus excentrique. Ils font penser ; ils présentent les rouages qui fonctionnent. Surtout, comme ils ne sont pas adroits, ils montrent perpétuellement la douce pensée de bâillonner un peu la plèbe et de lui préparer les menottes. Jugez de l'explosion ! — Ah ! vous pensez cela ? vous verrez. — Et la feuille, si sage, si prudente, qui a tant peur des masses, ne s'est pas doutée qu'elle vient de provoquer dans des millions de consciences une commotion.

Songez donc, Junius, que nous avons de petites villes de France dans lesquelles, il y a quarante ans, on ne savait pas ce que c'était que la démocratie. J'en connais une à cette heure, à la naissance du plateau central, qui, en 1848, n'avait que deux ou trois républicains, et qui proposait tout bonnement, il y a quinze jours, en plein conseil communal, de suivre l'exemple de Paris et de se prononcer commune. Ces braves niais oublient que précisément ils sont une commune, et que Paris ne s'est si follement exalté que parce que, sous tous les gouvernements, on l'a tenu en tutelle, et qu'on lui a refusé ce régime de municipalité libre dont jouit si pleinement la petite ville où la démocratie prouvait à la fois son progrès et son ignorance.

Il y aurait bien un remède très-héroïque, ce serait

de prendre en masse la population des cinq cents villes de France et de la déporter aux îles Marquises, n'importe où. Ce serait parfait. Les ruraux qui n'aiment pas les urbains riraient de ce grand coup. Mais pour appliquer ce grand remède de salut public à la France, il faudrait au préalable que ces cinq cents villes y consentissent, et cela est trop douteux. Si vous recommencez les proscriptions du 2 décembre, la mesure n'aura aucune portée. Vous donnez à la démocratie son auréole. Les proscrits politiques sont les martyrs du monde moderne ; et toute grande chose se fonde sur le martyr. Ne pouvant pas tuer tout le monde, ne pouvant que faire grandir la démocratie par les proscriptions, force vous est de laisser l'élément fougueux à son mouvement et à ses ravages.

Napoléon III est le véritable père de l'explosion si terrible de 1871. Je voudrais vous raconter cette histoire, qui serait plaisante si elle n'avait pas eu, hélas ! pour ce misérable peuple soulevé, comme pour nous-mêmes, de si fatales conséquences. Je ne puis que l'abréger. Donc, Napoléon III eut un jour, dans ses méditations silencieuses, une idée de génie. Son Corps-Législatif, si obséquieux pourtant, il vous en souvient, dans lequel précisément, en bonne et franche politique, il manquait une grande opposition, qu'un souverain habile eût fait arriver au ministère, mais le ministère de Napoléon III, c'était Napoléon III, son Corps-Législatif devait être réélu. Des Tuileries, il

révait une Chambre introuvable, où il n'y eût rien de ces vilaines gens, Jules Favre, Jules Simon, Jules Ferry, les trois Jules, dit M. Veillot, suivis de Glais-Bizoin, Gambetta et autres. Dans le bel idéal de l'Empire, ces bruits au côté gauche étaient un ennui mortel. Le souverain qui avait écrit des brochures sur l'idée napoléonienne, et fait un gros livre sur plus habile que lui, qui était aussi un Jules, mais Jules César, trouva un procédé charmant pour dégoûter la province des idées républicaines, ce fut d'ouvrir à Paris bon nombre de clubs, dans lesquels les fous de la démocratie, joints à des hurleurs de démocratie que sa police paierait tant par mois, viendraient soutenir les théories les plus absurdes, les plus dévergondées, les plus violentes contre Dieu, contre les prêtres, contre la propriété, contre la famille.

Le programme impérial s'exécuta à la lettre. Les extravagances politiques, sociales et religieuses qui se débitèrent là pendant près de six mois, dépassent toute imagination. Nul homme sérieux et de quelque valeur ne parut, bien entendu, à ces tribunes de la démocratie payée pour tuer la démocratie. Rien qui méritât l'intérêt ne fut dit là. Je dois excepter un très-piquant discours d'un payé, appelé Briosne, qui devait trouver amusant de toucher 500 francs par mois de la caisse impériale pour tomber à bras raccourcis sur l'Empire. A propos de l'art d'élever des lapins et de se faire 3,600 francs de rente, il trouva ce mot cruel :

« Il y en a qui ont l'art d'abaisser les hommes et de se faire 30 millions de liste civile. »

Je ne sais pas si les feuilles gouvernementales répétèrent à l'usage de la province ce mot de Briosne, un des chefs actuels de la Commune, et qui est peut-être payé encore pour pousser la démocratie aux abîmes. Ce qui est certain, c'est que les théories violentes et subversives prêchées au Pré-aux-Clercs, à la Redoute, aux Folies-Belleville, dans la salle du fameux Budaille, un autre vendu, reproduites avec un soin scrupuleux par les journaux semi-officiels et toutes les feuilles bien pensantes, allèrent porter la terreur dans toute la France. L'idée de l'Empereur eut un succès fou. On s'en applaudissait hautement dans tous les ministères.

Quand eurent lieu les élections, sous l'impression de la frayeur imprimée par les clubs, les campagnes envoyèrent en masse des hommes du gouvernement; et l'opposition qu'on prévoyait formidable se trouva réduite à un petit nombre d'hommes. Mais les empereurs, comme les plus simples mortels, se trompent quand ils ne voient une mesure de cette gravité que sous un seul aspect. C'est que les hommes des faubourgs avaient pris à la lettre leurs beaux orateurs. Ils s'étaient amusés d'un petit énergomène qui niait Dieu, et appelait son métier de blasphémateur : *rouler le bonhomme*. Ils avaient applaudi à ceux qui avaient conseillé de ne plus faire baptiser les enfants, de ne pas les envoyer chez les Frères « nos ennemis »,

à ceux qui dénonçaient les prêtres comme tenant le peuple par les femmes : « Ils nous tiennent par ce que nous avons de plus cher. » Ils avaient trouvé charmantes des paroles comme celles-ci : « Nous voulons une génération nouvelle. Citoyennes, soyez de notre côté; la mode en prendra; et les Frères fermeront boutique. — Je n'ai pas le droit de dire du mal de l'Eglise, mais j'ai le droit de dire que nous avons le droit de nous marier civilement, de mourir civilement, de nous enterrer civilement. — Les Jésuites nous tiennent du berceau à la tombe. — Il faut nous unir les uns aux autres. Ainsi ce sera, d'individu à individu, des résolutions définitives d'être maître dans son ménage. » Toute cette morale pratique avait été adoptée chaudement par cette classe ardente et enthousiaste. On leur avait dit : *Echenillois les arbres!* on avait ajouté : « Nous ne pouvons plus attendre; il nous faut une liquidation générale. » La révolution avait eu là son foyer; et ces 2,000 jeunes hommes en blouse que j'ai vus aux *Folies-Belleville*, l'œil ardent, couvrant d'applaudissements frénétiques les orateurs qui les soulevaient contre l'ordre établi, sont devenus le noyau de ces bataillons énergiques qui ont prêté la force matérielle à l'insurrection du 18 mars.

L'empereur se trouvait donc, par son procédé révolutionnaire, avoir effrayé les bonnes âmes de la province, ce qui lui a valu quelques bons députés de plus, mais ce qui ne l'a pas sauvé, et avoir légalement fait

professer les théories les plus subversives, devant lesquelles ni lui ni tout autre gouvernement ne saurait tenir.

Je ne puis pas douter de l'action énergique que ces réunions, où se disaient des choses effrayantes, ont eue sur les esprits inflammables de la classe ouvrière. La révolution a pris là son éclosion définitive. Ils s'étaient comptés dès lors. Une fois armés, ils ont été les maîtres de Paris.

Tel est aujourd'hui l'élément démocratique. Il a son développement incessant, prodigieux, au sein des travailleurs, dans ces longs loisirs du cerveau, pendant que les bras se remuent et font l'œuvre mécanique. La religion nouvelle, comme le christianisme des catacombes qui envalissait l'Empire romain pendant que le patriciat sensualiste se couronnait de roses et allait aux voluptés, fait son chemin dans ces églises où l'industrie entasse les hommes et qui s'appellent des ateliers. Elle y est reine à cette heure. Attendez quelques années encore : elle trouvera bien un Constantin qui brisera pour elle les idoles du passé et acclamera à son profit le dogme nouveau de l'émancipation des masses.

LETTRE HUITIÈME

Que faut-il faire? Les classes directrices, en face du flot qui monte et les menace, doivent-elles attendre, le désespoir au cœur et les paroles de haine sur les lèvres contre leurs adversaires implacables, que le cataclysme dernier les emporte? — Que leur conseille l'intérêt, autant pour le peuple qui s'insurgera de plus en plus, que pour elles-mêmes? — Solution possible et pratique, si les passions pouvaient ne pas suivre, dans un camp comme dans l'autre, leur logique cruelle. — Solution qui ne sera que le rêve d'un écrivain honnête et d'une âme chrétienne, si la grande parole de l'amour entre frères qui est sortie de la bouche de l'émancipateur de l'humanité, continue à résonner qu'un vain mot lu dans un livre auquel on ne croit plus et tombant de la chaire aux pieds de laquelle nul ne va plus écouter.

Chislehurst, le 7 mai 1871.

Cher Junius,

Londres est triste sous son voile d'éternelles vapeurs. Je suis allé chercher un peu plus de lumière dans l'une de ces campagnes verdoyantes que les Anglais savent aménager, pour le plaisir des yeux, avec un goût peut-être un peu maniéré et enfantin.

Je vous écris de Chislehurst. Je suis venu à Campden house serrer la main à un ami que la fidélité retient auprès de la famille impériale. La fidélité aux causes

vaineues est une des vertus les plus nobles de l'âme humaine; et on l'aime, quand on sait surtout qu'elle est pleinement désintéressée. Hier partait de Londres pour Paris un homme d'une incontestable valeur intellectuelle, qui, au moment où la cause de la Commune était désespérée, allait se battre sur les remparts et se faire tuer par quelque décharge de mitrailleuse, pour une idée. Proudhon, le penseur paradoxal, disait qu'il haïssait les martyrs. Moi, je leur donne toute mon admiration, n'importe sous quel drapeau ils s'immolent.

Il entraît dans ma destinée de voyageur de rencontrer tous les prétendants qui successivement ont attendu de la France qu'elle les appelât au bonheur de la sauver. En 1850, cela est bien vieux dans notre histoire contemporaine, où les mois, quelquefois les semaines, sont des années, je discutais, entre Frohsdorf et Trieste, avec un très-aimable homme, le secrétaire du comte de Chambord, les chances d'une restauration qu'il croyait très-prochaine. Plus ardent alors, je détruisais une à une les raisons qui lui semblaient irréfutables, en raison desquelles, après la situation troublée de la France, Henri V devait être le sauveur, le *Deus ex machinâ*. Je n'ai pas oublié la terreur touchante de cet exilé, lorsque, discutant sa dernière espérance, celle de l'intervention prochaine des conseils généraux, je lui démontrai que les conseils généraux n'avaient en France aucune influence politique,

que leur action purement administrative et locale ne pourrait en aucun cas prendre la proportion d'une grande mesure pour laquelle ils n'avaient aucun mandat. Mon compatriote ne put pas me comprendre; mais il me prouva quelle puissance d'illusion peut enfermer l'âme humaine.

Quelques années après, je me trouvai, à la Spezzia, avec d'autres Français rêvant toujours aux Tuileries, la duchesse d'Orléans et ses deux fils. Nous étions logés dans le même hôtel; et le soir j'entendis de ma chambre les chauds baisers maternels donnés à ce grand fils qui représentait un roi. Je passai avec les trois exilés une matinée charmante. La mère avait les illusions des mères et leurs espérances fiévreuses. Avant six mois, le comte de Paris, un grand jeune homme, vrai type d'Allemand, aux mains larges et plates n'ayant rien gardé du Bourbon, devait être solennellement invité à recommencer le règne bourgeois si méchamment interrompu par la révolution de 1848.

Dans un second voyage en Italie, je recevais, à Venise, l'hospitalité la plus gracieuse du comte de Chambord. Je cherchai, dans un long entretien, où pouvait en être, sur les grandes questions religieuses et sociales, cet homme aux intentions si droites, à la nature si loyale, mais à qui ce trop long exil n'apprenait absolument rien; et je quittai ce bijou de palais que baignent les eaux du grand canal, avec cette

pensée pénible que les hommes, dans l'exil, arrêtent l'aiguille à leur cadran, et voudraient que le temps recommençât à l'heure où ils l'ont rendue immobile.

J'ignore les idées qui dominent autour de Napoléon III, à Campden-house, mais je me trompe peu en croyant que Sedan, le 4 septembre, le terrible 18 mars y sont tenus comme n'étant dans l'histoire qu'un accident bien passager, après lequel devront recommencer les splendeurs de Fontainebleau et de Compiègne. C'est la loi fatale des choses humaines : il faut espérer jusqu'à la dernière heure. Une tromperie de la Providence est probablement son plus doux bienfait.

Je dois vous avouer que de cette petite et douce colline verdoyante, où j'ai admiré de vieux cèdres d'une splendide végétation, de ces pelouses où paissent douze ou quatorze vaches à la robe bigarrée, du pied de grands arbres que les Anglais, esprits pratiques, ont le sens de n'émonder jamais que pour en retrancher soigneusement les branches qui se dessèchent, sous la voûte peut-être un peu grise du ciel britannique, malgré le beau soleil, je me sens la pensée plus douce, la raison plus calme, plus impartiale. Quand tout est là, simplicité et vie, puissante végétation, ensemble harmonique, quelque chose d'inexpliqué et d'intime vous porte à être plus conciliateur encore. On voudrait que, dans cette autre nature, cette œuvre de Dieu, certainement plus belle, parce qu'elle a par la pen-

sée plus de manifestation et de sévé, le monde politique et social sur lequel passent de si rudes orages, il fût donné au génie humain une telle puissance de parole sur tous les hommes, nos frères, qu'on les entraînât, malgré leurs haines, leurs fureurs implacables, au saint baiser de la paix.

Ce livre sera donc terminé en face de la nature, un peu plus que partout ailleurs en face de Dieu, dont la nature, à ses premières heures de printemps, est la révélation la plus riante.

Je viens dire : Faut-il jeter l'avenir aux chances fatales? N'y a-t-il rien à entreprendre? Génération si rudement éprouvée par ce cataclysme inattendu, ne pouvons-nous rien faire pour amener la sainte croisade de la pacification et de l'amour, devant remplacer l'emploi du glaive qui tue et ne guérit pas les haines farouches?

L'ordre matériel une fois rétabli, car l'ordre est une conquête de la civilisation, est-il possible que le génie moderne se trouve impuissant devant un problème que, de l'aveu de tous, une abnégation généreuse de part et d'autre aiderait puissamment à résoudre?

Je me suis demandé ces choses. Et, comme moi, dans la solitude attristée que nous ont faite les terribles événements, vous avez dû, Junius, vous le demander à vous-même. Homme pratique, vous vous êtes dit mille fois : Cela est vrai, rien, ou ce qui est la même chose, presque rien n'a été fait dans cette redou-

table question de l'émancipation lente et sérieuse du prolétariat, dont tous les penseurs, sans exception, voyaient bien avancer l'implacable échéance, mais que les maîtres du moment repoussaient de leur souvenir, comme l'autruche harcelée par le chasseur, qui plonge la tête dans le sable et, ne pouvant plus apercevoir son ennemi, se figure que lui-même ne la voit plus. Pourquoi les demandes de la plèbe, du haut de ce nouveau mont Aventin appelé Paris, ne seraient-elles pas consciencieusement discutées par une enquête publique, à laquelle prendraient part, non pas les élus capricieusement envoyés de la province par quelques comités qui ont le privilège de disposer des votes, mais ce qui peut se trouver en France d'intelligences élevées et impartiales, au milieu de notre abaissement douloureux ?

Vous souscrivez certainement à cette proposition ; et vous vous rendriez soit à Florence, soit à Londres ou à Bruxelles, à un congrès pacifique et officieux, dont la presse, la grande parole collective de l'Europe maintenant, ferait connaître les curieuses investigations.

Ne trouvez-vous pas que ce serait pratique ? Franchement, nous ne pouvons pas nous entr'égorger toujours. Mes paroles n'iront pas à l'oreille des masses surexcitées et ne cherchant leur salut que dans un horrible désespoir. Mais elles arriveront aux classes directrices qui doivent comprendre la longue aberration.

tion des quatre-vingts dernières années, où l'on a, si à la légère, accumulé les causes de ces griels vivaces dont l'explosion n'est rien moins qu'une grande révolution européenne, révolution conçue par l'élément social qui a la hardiesse et la force, et qui sera implacablement réalisée avec toutes les brutalités de la force et toute l'énergie d'âmes qui n'ont rien à craindre. Notre désespoir, se résumant dans les faiblesses de l'abattement et de l'inertie, serait politiquement une faute capitale; ce serait l'abdication. Notre colère contre ces ennemis implacables, nos paroles de haine sur les lèvres dans nos entretiens, et dans les journaux dont nous sommes les inspirateurs, puisqu'ils représentent nos tendances et nos idées, ne peuvent que provoquer encore une séparation radicale après laquelle nulle conciliation ne sera possible. L'intérêt des classes directrices qui ont pour elles une grande situation faite historiquement, par conséquent des droits de tutelle amiable, doit les porter à tout faire pour amener la solution pacifique du conflit colossal qui est en réalité une révolution.

Qu'on se souvienne de la première révolution française !

A t-elle reculé devant les folies, les spoliations, la permanence de l'affreux couperet, jusqu'à ce que les deux classes dominantes, le clergé et la noblesse, aient été politiquement broyées et réduites à la dernière impuissance ?

Avec notre légèreté française, nous ne voulons jamais aller au fond des choses.

Que vous disait, ces jours-ci, M. de Bismark? — La France était la terreur permanente de l'Allemagne. Il a fallu, coûte que coûte, prendre contre elle une mesure dernière et écrasante, en finir avec l'éternel cauchemar d'une guerre pour les frontières du Rhin. La France a dû être impitoyablement traitée pour qu'elle ne soit plus un trouble-repos.

Nous sommes blessés profondément de ce langage. Mais c'est pratique.

Il en est de même de la guerre sociale. Écrasée une première fois, si nous n'avons pas des solutions sérieuses, honnêtes, amicales à offrir à la classe qui aura échoué dans son soulèvement, si les vaincus nous voient nous obstiner au vieux système de la compression farouche, leur haine gonflera, comme celle du lutteur que son adversaire tient sous le genou, mais qui combine un mouvement pour se relever et l'abattre à son tour.

Voulons-nous une lutte sans fin, avec toutes ses hontes, toutes ses fureurs, toutes les pertes qu'elle entraîne? Allons-nous être armés pendant un quart de siècle encore, les uns tremblant que la force populaire dont nous disposons contre le peuple se retourne en faveur du peuple, les autres guettant l'heure du calme où ils pourront faire les grandes Vêpres siciliennes de leurs implacables dominateurs? Si c'est là

notre politique dernière, elle est bonnement stupide ; et nous devenons des barbares luttant avec des barbares. C'est dire à l'Europe qu'il faut fuir ce champ de bataille d'une guerre fratricide de vingt ans, et aller à l'étranger trouver des civilisations où l'on ne se traite pas de Turc à More!

Voulons-nous, au contraire, une sérieuse pacification ?

Alors, ayons la franchise de reconnaître la situation, ce qu'elle est dans la réalité. Proclamons bien haut avec Michel Chevalier, avec le publiciste de Ham, devant être un empereur, qu'il faut absolument résoudre le problème, que la classe travailleuse, « source reconnue de la richesse », doit avoir une part plus large au « bien-être » dont se saturent les classes privilégiées et directrices. Mettons-nous à faire des lois sages, prudentes, progressives, qui ne produisent pas des secousses trop violentes, mais qui accentuent assez nettement des améliorations aux yeux du prolétariat, pour qu'il sente que sa situation va être adoucie et que le nouveau convive au grand festin qu'il gagne et qu'il prépare, n'en aura plus les débris jetés comme par un reste de pitié, mais la bonne et modeste part bien légitimement gagnée à la fatigue de ses coudes et à la sueur de son front.

Là évidemment est la solution.

On a fait une pitoyable réponse quand on a dit : Mais les ouvriers sont des paresseux. Ils restent trois

jours de la semaine à ne rien faire. Ils s'enivrent, etc. Ils sont imprévoyants, etc.

Sans aucun doute, et encore vous ne dites pas tout. Mais ce grossier sensualisme, cette vie imitée de la bête, cet oubli de la destinée surnaturelle et morale ne seraient pas un fait si terrible et si honteux, sans des causes que vous devez parfaitement connaître. Le jour où la douce religion, qui fait craindre de déplaire à Dieu par le péché, qui fait aimer Dieu comme le Père qui est dans le ciel, qui fait espérer, après la cité passagère du travail, la cité permanente où le bonheur rêvé par toute âme humaine sera sans fin; le jour où cette religion, qui est la grande religion primitive de l'humanité, reprise de nouveau du sein du formalisme juif et de l'idolâtrie païenne, pour être jetée au fond de la conscience humaine régénérée et adorant en esprit et en vérité, n'a plus été à vos yeux qu'une vieillerie laissée aux enfants et à quelques femmes; le jour où vous avez ramené en plein les orgies dorées et de bon goût de la Rome antique, où vous avez eu deux divinités qui ont remplacé le doux pasteur galiléen : Plutus et Vénus, l'un procurant l'or pour acheter l'autre, ce jour-là vous avez tué l'âme du peuple, vous l'avez fait descendre des hauteurs où l'Évangile, malgré la barbarie du moyen âge, l'avait maintenu.

Si Jean-Jacques Rousseau a pu dire qu'on ne peut pas être honnête homme sans religion, j'ai le droit, en jugeant les faits, de vous dire qu'il n'y a pas de

pacification sociale sans religion, non pas cette pacification abrutissante qui dirait aux masses : Dieu vous a créés dans ce monde pour travailler et souffrir. Vous avez une race maîtresse : versez pour elle votre sang et vos sueurs; tout cela pour gagner votre paradis! — Prédication honteuse qui blesse profondément le peuple; mais celle qui leur prêcherait que l'Évangile reconnaît leurs droits, parce que la justice est la première loi évangélique, *Querite regnum Dei et justitiam ejus*; la justice ne se conquiert jamais par la violence, qui est la négation de la justice.

Je ne vois que cette pacification.

J'ai fait doucement, mais fortement dans ces pages, un chaleureux appel à la raison, à la conscience, à la justice des privilégiés du quart d'heure, qui peuvent être les spoliés du lendemain. La leçon reçue est terrible, et prouve assez clairement qu'il peut y avoir des colères formidables qui brisent tout avec l'impétuosité de la foudre. Je voudrais, avant que l'élément qui dévore ne laisse autour de lui que des cendres, qu'à l'exemple de l'homme de génie qui nous a enseigné à conjurer sur nos maisons les ravages de l'électricité, les hommes honnêtes et convaincus, qui, de longtemps encore, doivent conduire les autres hommes, ne s'endorment pas plus dans une sécurité misérable, qu'ils ne s'abandonnent à des plans de vengeance dont, après tout, ils ne sont pas sûrs qu'ils ne seront pas les premières victimes.

Adieu, cher Junius, vous êtes homme de pensée, mieux que cela, homme de cœur. Prenez ces idées, rendez-les populaires parmi ce monde lettré qui vous aime tant. N'eussé-je fait, dans ma vie d'homme, que cette bonne œuvre d'avoir porté une parole de paix entre les courroucés du privilège et les furieux de la plèbe, que j'aurais le sentiment intime d'avoir plu à Dieu, qui récompense même une pensée de bien. J'ai voulu prendre Abel pour qu'il songe à adoucir, au lieu de le provoquer encore, le Caïn farouche, et le Caïn farouche pour qu'il ne se blesse pas trop de ce que l'Abel voluptueux a encore la part la plus douce des biens terrestres. Mais ni Caïn ni Abel ne se donneront chaudement la main que le jour où l'un et l'autre auront, dans le cœur, ce sentiment d'adoration et d'amour pour le Père dans le ciel, qui se change logiquement en dévouement et en amour pour nos frères sur la terre.

Là est le vrai. Hors de là, vous êtes des sauvages et des fous.

UNE DERNIÈRE LETTRE.

L'ordre règne à Paris. — Les deux graves conséquences de la formidable

insurrection.

Bruxelles, le 26 mai 1871.

Cher Junius,

Spartacus est vaincu. L'esclave brutal et révolté, qui n'a reculé ni devant la honte de l'insurrection, quand l'ennemi était encore aux portes de Paris, ni devant l'incendie et les ruines de la belle cité, la reine des nations civilisées, vient d'être écrasé dans son sang et dans les débris fumants de ses barricades. Quelle guerre horrible! La France était destinée à toutes les douleurs!

Nous sommes ici sous l'impression de ce drame effrayant et satanique. Pendant ces derniers jours, on ne

s'est abordé qu'avec effroi; et, jusqu'à l'heure où l'on a respiré avec la certitude de la délivrance dernière, il nous a semblé que nous étions dans un monde fantastique où se passaient des choses inouïes, rêvées seulement par quelque poète tragique qui aurait transporté, dans l'histoire d'un peuple, les scènes émouvantes des grands crimes, ou bien reproduit l'un de ces cataclysmes des nations racontés par les prophètes, *desolatione desolata est terra*. Enfin, c'est fait! Cette formidable guerre servile est étouffée. L'ordre règne à Paris.

Ne vous semble-t-il pas, illustre Junius, qu'un fait de cette importance, un soulèvement gigantesque où ont été dépensés tant de folies, tant de violences, tant de fureurs, tant d'héroïsmes, devrait être une leçon terrible? Ce ne sont pas jeux d'enfants que ceux où il s'agit de la tête, où tout doit sombrer, où le résultat inévitable est le désespoir, la cruelle faim, la ruine suprême.

Ils ont été formidables, ces esclaves de la civilisation, conduits par d'orgueilleux imbéciles qui ont voulu se donner le stupide plaisir de trôner quelques jours, en rois du peuple, dans ce modeste palais municipal honteux d'abriter tant de déraison et d'ineptie, seuls ils ont gardé un peu d'honneur au drapeau populaire. Ils sont morts avec la foi qu'ils sauvaient la République. C'est toujours pour une foi que meurt le peuple. Il raisonne mal; il sent profondément. Voilà

comment c'est le peuple qui, pour toutes les causes, religieuses ou civiles, donne le plus de martyrs.

Sublimes fous, qui n'ont écouté que le cri de danger de la démocratie prête à périr. Encore une fois, autant j'ai de flétrissures pour les énergiques vaniteux qui les ont jetés dans les douleurs de cette lutte sanglante, parce que ceux-ci, qui se posaient en penseurs et en économistes, devaient comprendre qu'ils entreprenaient une campagne extravagante, et que la France ne pouvait pas être avec la parade burlesque qu'ils jouaient à l'Hôtel-de-Ville, autant j'ai d'admiration pour cette poignée d'ouvriers obscurs qu'on a si tristement trompés, en leur représentant, jour par jour, la France démocratique prête à venir fraterniser avec eux, et qui ont su, bravement et à la française, mourir pour le symbole populaire auquel ils avaient foi.

Cet exemple ne sera pas pour rien buriné dans l'histoire. Toutes les fureurs de ces deux mois sanglants, toutes les brutalités qui s'y sont faites, toutes les stupidités qu'on y a débitées par la parole, toutes les barbaries qui s'y sont étalées, tout le vandalisme qui s'est appliqué à y entasser des ruines disent une chose, la terrible puissance des convictions dans le peuple.

Il y a, à Versailles, un homme d'une grande valeur intellectuelle, M. Thiers. Près de lui se trouvent des noms glorieux qui ont un passé brillant dans les luttes de la démocratie. Ce groupe d'hommes loyaux et convaincus supporte les cruelles injustices du parti

démocratique avancé et les haines honorables du parti dont ils retardent, par leur sage résistance, l'avènement au pouvoir. Ils ont, à cette heure, une chance splendide, unique dans l'histoire. S'ils savaient se donner un moment d'audace ! Le parti rouge, la démocratie de la violence étant vaincue, ils inaugureraient sagement mais fortement la démocratie de la raison et de la paix.

Quel argument puissant aux yeux de toute la France ! Pascal a dit quelque part : « Je crois des témoins qui se font égorger. » Est-elle vivace, est-elle bien entrée jusque dans la moelle d'un peuple, cette foi politique qui vient de produire le drame colossal de l'insurrection de Paris ? Selon moi, cette lutte de géants, le sang coulant à flots, et dans notre armée si attristée de massacrer des frères, mais obéissant à un noble devoir, et dans l'armée insurgée, victime, hélas, d'une décevante erreur, les ruines encore fumantes qui indiquent la rage dernière des hommes arrivés au paroxysme du désespoir, auront été le baptême de sang de la République. J'ai beaucoup sondé l'opinion dans mon voyage en Angleterre et en Belgique. Dans les grands salons de Londres qui m'ont été si gracieusement ouverts, dans cette Belgique où l'on peut, comme en Angleterre, penser tout haut, au sein des classes lettrées comme des classes inférieures, j'ai recueilli cette parole qui m'a paru significative : -- Mais, puisque les Français tiennent tant à la République, au point de faire

pour elle de sanglantes insurrections, pourquoi n'en finit-on pas une bonne fois, et ne leur donne-t-on pas le gouvernement qu'ils veulent? — Les simples femmes, si vraies, si devineresses du juste quand elles ne sont pas passionnées, ont tenu devant moi ce langage.

Je défie un homme, calme et de raison, de nier l'éclatante vérité de la proposition suivante :

Il est mathématiquement certain que si l'Assemblée de Versailles, au lieu de laisser redouter à la démocratie française l'escamotage auquel on croit qu'elle travaille avec une impatience fiévreuse, avait nettement, définitivement consacré la forme républicaine du gouvernement en France, et fut allée bien sincèrement l'introniser à Paris, la guerre civile dont nous venons de voir les horreurs aurait été épargnée à la France.

Je ne crois pas qu'il soit possible, quand on est de bonne foi, qu'on s'inscrive en faux contre ceci. Or, c'est maintenant la véritable question. Une fois le débat vidé avec la Rouge, M. Thiers et les hommes de la République modérée sont bien forts, s'ils veulent faire valoir cet argument de premier ordre : qu'au moment où la lutte de Paris était dans toute sa violence, au moment où l'effroi et la terreur tenaient en quelque sorte immobile la province, malgré le peu de cas qu'on faisait, même dans la démocratie, de ces plagiaires de 93, qui représentaient si grotesquement le grand drame qui a souillé la première

révolution, les cinq cents villes de France ont nettement, carrément proclamé la République par le vote démocratique des élections municipales.

On ne peut se le dissimuler, l'Assemblée malheureuse, inintelligente, impuissante, qui, par ses terreurs impolitiques, par ses rancunes d'une autre époque et sa résistance opiniâtre au mouvement qui emporte le pays, a été la cause réelle de ce conflit épouvantable, est une assemblée finie. Elle est morte dans l'opinion. Pendant deux mois, la France a été surtout un objet de pitié pour l'étranger, parce qu'on ne savait que penser de ces deux grandes décadences, l'une à l'Hôtel-de-Ville, qui faisait de la politique d'écervelés, l'autre à Versailles qui faisait de la politique arriérée de plus de cinquante ans. On était ébahi devant ces deux impuissances; et l'un des derniers hommes de génie de la belle époque littéraire du XIX^e siècle, depuis que Lamennais et Lamartine ne sont plus, me disait ici, à Bruxelles, il y a huit jours: « Il faut se tenir, comme sur une lame de couteau, entre les folies de l'Hôtel-de-Ville et les folies de Versailles.

Cette assemblée, si elle avait quelque instinct de sa faiblesse radicale, si elle pouvait se rendre compte du mal incalculable qu'elle a fait, en provoquant le drame odieux de la démocratie de bas étage déshonorant la grande démocratie qui a pour elle les splendeurs de

l'avenir, se relèverait par un acte de dignité noble, en se proclamant dissoute, après avoir fait une loi électorale un peu moins absurde que celle du suffrage universel par laquelle elle a été nommée. Son œuvre est maintenant accomplie. L'insurrection a pris fin. Quand la justice est satisfaite, que des têtes sont tombées, l'exécutif ne reste pas sur la place ; il ne va pas se mêler aux spectateurs et converser avec eux sur l'horreur du spectacle dont il a été l'agent légal ; un instinct de pudeur lui dit : Retire-toi !

Si elle résiste à l'opinion, M. Thiers et les hommes de la démocratie modérée peuvent faire un appel pacifique à la France, qui jugera entre les rétrogrades obstinés et les aspirations chaleureuses d'un peuple qui, après une guerre terrible où il a versé tant de sang généreux, se trouve encore du sang à répandre pour soutenir, même avec la certitude de périr dans le désespoir, les convictions politiques auxquelles il rattache tout son avenir.

Mais, si de ce débat que nous appellerons un débat intime, une querelle de famille, nous élevons notre pensée au grand problème social, autrement important dans nos préoccupations que la lutte de la démocratie furibonde de Paris avec le gouvernement retardataire de Versailles, nous arrivons à cette autre conclusion : que le peuple de nos jours a gardé, dans les régions plébiciennes, une vitalité avec laquelle il y a à compter. Si l'on peut constater de honteux énerve-

ments dans les hauteurs du monde civilisé, où l'extrême bien-être, les longues jouissances amènent rapidement une décadence déplorable, si, depuis un bon nombre d'années, il y a quelque chose de mérité dans cette accusation un peu dure que nous sommes en plein bas-empire, les événements terribles de Paris nous prouvent que le peuple ne s'énerve pas aussi rapidement, qu'il y a là de farouches convictions qui font braver la mort. Et braver la mort pour des idées, quand tant d'hommes s'avilissent l'âme pour ce bien-être grossier que procure l'or, c'est donner un spectacle qui a eu lui-même sa grandeur, quelle que soit la cause pour laquelle on s'impose ce suprême sacrifice.

C'est là, cher Junius, ce qui restera du grand drame que vous et moi nous avons étudié comme écrivains et comme penseurs, en dehors des intérêts passagers de tel ou de tel parti, cherchant, en chevaliers errants de la vérité, ce que nous trouvons de plus juste, de plus profitable à nos frères, heureux, quand il y a tant d'avilissement qui nous entourent, de retrouver toujours en nous cette sainte et généreuse passion de l'amour de l'humanité, fruit impérissable de la grande révolution faite dans le monde par le doux Galiléen qui a révélé la notion divine de l'adoration et de l'amour.

Adieu, illustre et cher Junius. Puisse la Providence qui gouverne le monde et qui sait tirer le bien des

passions et des fautes des hommes, réserver à notre chère patrie l'apaisement rapide de ses souffrances, et à nous des jours plus doux que ces tristes jours d'angoisses et de terreur!

FIN.

